

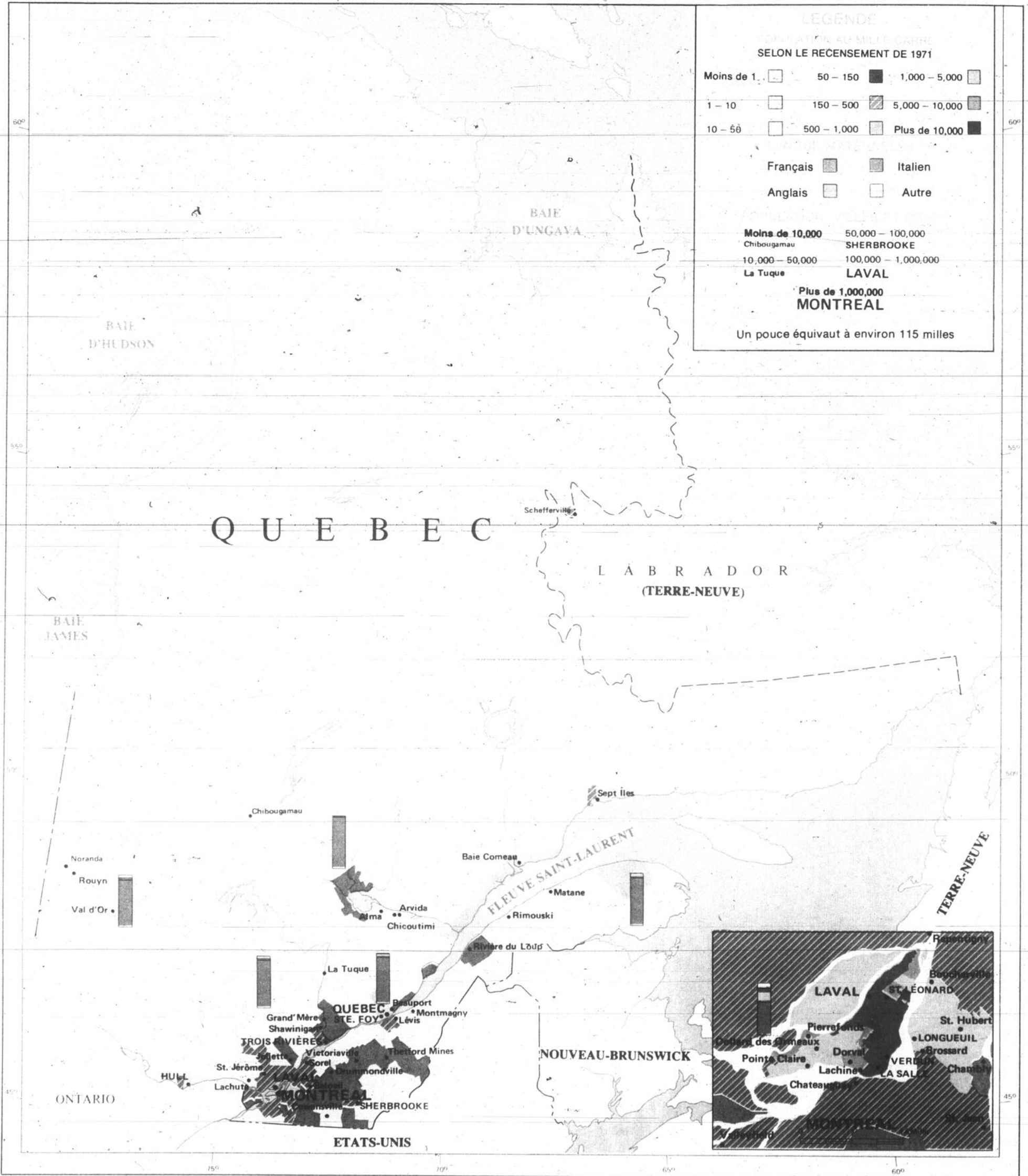
"VOTRE ARGENT
À L'ACTION"

supplément **Dimanche-Matin**



québec

La Population



"Baptiste a laissé sa tuque; il porte maintenant chapeau"

Ce message original que nous empruntons à la Banque Canadienne Nationale dans une annonce publiée pour le Canada anglais, sur les "Perspectives du Québec", illustre les bonds de géant accomplis par la Province de Québec dans le domaine économique depuis quelques années. Selon les économistes, le Québec vit présentement dans une période de développement qui ira en grandissant d'ici les dix prochaines années.

En présentant ce cahier du "QUEBEC 1974", DIMANCHE-MATIN a voulu faire

ressortir ce qui se fait dans les principaux secteurs de notre économie: TOURISME, COMMERCE ET INDUSTRIE, ENERGIE, RESSOURCES NATURELLES, AFFAIRES FINANCIERES.

On a si souvent répété que la province de Québec n'était "pas comme les autres". Et pourtant, elle est si attrayante, si belle, si riche en potentiels: c'est peut-être la réponse à apporter à tous ceux qui s'interrogent sur nous.

Il y a quelques mois, Le "Financial Times of Canada", une des bi-

blés des hommes d'affaires anglo-saxons, publiait une fort intéressante étude sur le Québec. "Le Québec, a-t-on écrit, paraît fort étrange à des millions de personnes, à cause de son fait français, sa population étant presque essentiellement de langue française; perdue dans une mer de plus de 200 millions d'Anglo-Saxons. Cette province a pu effrayer beaucoup de monde, par ses tendances, manifestées en certains milieux, à l'indépendance politique face au Canada tout entier."

Il faut dire, toutefois, que les résultats des élections du 29 octobre

dernier ont quelque peu changé l'idée générale, surtout hors de notre province. L'expérience démontre que tout mouvement d'indépendance peut avoir sa base sur un certain sentimentalisme. Il reste, toutefois, que les Québécois, même si les idées indépendantistes persistent, n'ont pas l'idée de se séparer du reste du Canada. Ils souhaitent que tous leurs problèmes se résolvent dans l'optique d'un Canada uni. C'est ce qui explique l'enthousiasme économique qui règne actuellement au Québec.

L'avenir appartient

aux audacieux, disaient les anciens. Nous sommes d'avis qu'à la lumière de gigantesques projets entrepris par le gouvernement provincial, le Québec est sur la voie d'un développement industriel et économique sans précédent.

Dans ce cahier, DIMANCHE-MATIN n'a visé qu'un but: prouver que les Québécois sont appelés à de grandes choses; car ils sont décidés de prouver aux étrangers que toutes leurs ressources n'ont rien à envier à personne.



Nombreux services offerts par le ministère des Richesses naturelles

Le ministère des Richesses naturelles du Québec offre les nombreux services suivants aux investisseurs, aux compagnies, aux prospecteurs, aux mineurs et employés des entreprises minières et au public en général dans le domaine minier qui constitue un tremplin fort important à l'essor économique du Québec et des Québécois.

Exploration géologique

Le ministère fournit, pour un prix nominal, la carte géologique de l'ensemble de la province de Québec. Cette carte, présentée à diverses échelles est l'outil de base utilisé par l'industrie minière dans la recherche des gisements de minéraux. Elle est aussi essentielle à l'ingénieur chargé de réaliser les grands travaux de génie tels que: barrage, tunnel, pont, route, etc., de même qu'à des scientifiques d'autres disciplines.

Gîtes minéraux

Le ministère effectue des levés géologiques détaillés aux environs des gisements de minéraux ou dans les régions présentant les meilleures perspectives de nouvelles découvertes. Le ministère recueille toute l'information disponible concernant l'exploration et l'exploitation des gisements de minéraux et la met à la disposition du public. Le Service des gîtes minéraux occupe un bureau prin-

cipal à Québec et des bureaux régionaux dirigés par des géologues résidents, eux-mêmes au service du public, dans les endroits suivants: Amos, Rouyn, Chibougamau, Bourlamaque et Montréal.

Service de la documentation technique

Le service de la documentation technique du ministère conserve les rapports de travaux de mise en valeur soumis par les sociétés minières et de comptes rendus des visites de terrains faites par le personnel du ministère et divers autres documents. Ce service maintient un système d'index pour les divers documents, afin de faciliter leur utilisation par le public et les scientifiques intéressés.

Industrie de la tourbe

Le ministère fait l'inventaire des tourbières afin de connaître les réserves de tourbe de mousse de bonne qualité, la localisation de ces réserves, leurs possibilités de mise en valeur et d'expédition sur le marché. Il rédige les rapports de ces travaux et les met à la disposition du public. De plus, le ministère fournit des conseils techniques aux exploitants relativement aux nouveaux usages de la tourbe, aux méthodes nouvelles d'exploitation et de transport.

La Division des minéraux industriels et des matériaux de construction du ministère s'occupe de promouvoir l'utilisation des ressources du Québec en minéraux industriels et en matériaux de construction. Ces efforts tendent à mettre en contact producteurs et consommateurs, à encourager la publicité concernant ces matériaux et à grouper les producteurs qui font face à des problèmes communs. Cette division s'affaire également à inventorier les ressources et à étudier leurs possibilités d'application. Les géologues de cette Division font des visites aux gisements en exploitation ce qui permet souvent de donner des conseils techniques aux exploitants et de leur indiquer les endroits susceptibles de recherches pour l'accroissement des réserves de minerais. D'autre part, le service de géotechnique s'occupe des problèmes tels que glissements de terrains et conditions géologiques aux sites de barrages.

Pierre de taille

En collaboration avec le ministère de l'Industrie et du Commerce, la Division des minéraux industriels et des matériaux de construction du ministère des Richesses naturelles a mis sur pied un programme de revalorisation de l'industrie de la pierre de taille au Québec. La normalisation des produits et la publication d'un guide d'achats à l'usage des architectes et des constructeurs sont maintenant réalisées.

Construction des chemins de mine

Pour faciliter la recherche et l'exploitation des mines, le ministre, avec l'approbation du conseil exécutif, a le pouvoir d'ouvrir, de construire, d'améliorer et d'entretenir de la façon qu'il juge convenable, en tout ou en partie, aux frais de la province, des chemins, ponts ou autres ouvrages publics jugés nécessaires. Les dispositions de la Loi des Mines sont modifiées par l'article 27 du Bill 221, "Loi du ministère des Transports". Les pouvoirs du ministre des Richesses naturelles ont trait à la construction de "chemins de mines secondaires" dont "le plan et les normes de construction"

doivent être approuvés par le ministre des Transports.

Construction des villages miniers

En plus d'exercer le contrôle des subdivisions en lots à bâtir et d'établir le mode et le prix de cession des lots sur les concessions minières, la Division des villages miniers du ministère s'occupe elle-même de l'établissement des villes et villages sur les terres de la Couronne afin d'assurer, dès les débuts d'un nouveau centre minier, des services municipaux, culturels et scolaires adéquats aux personnes qui viennent s'y établir.

Service Analyse et Contrôle, Centre de Recherches minérales

Ce service répond aux demandes d'analyses provenant du service Recherche et Développement, des géologues, des prospecteurs, des compagnies minières ou particuliers, en vue de promouvoir la découverte, la mise en valeur et l'exploitation des ressources minérales du Québec. On y analyse des sédiments et des sols pour la prospection géochimique, des roches, des silicates, des minerais et des échantillons variés, pour différentes déterminations à partir de la simple détermination minéralogique jusqu'au dosage du carbone 14 au moyen des méthodes chimiques et des techniques physiques les plus récentes.

Service Recherche et Développement, Centre de Recherches minérales

Ce service est offert à l'industrie minière et métallurgique du Québec en vue de favoriser la mise en valeur, l'exploitation et la transformation de nos ressources minérales. On y effectue soit en laboratoires, soit à l'usine-pilote, des études sur la valeur économique des minerais soumis, des travaux de mise au point de procédés de traitement qui technologiquement et économiquement soient des mieux adaptés, et des recherches visant à la découverte de nouveaux procédés de concentration et de transformation.

Economie minérale et Développement

Le ministère des Richesses naturelles a créé récemment une Direction d'Economie minérale et de Développement afin de mettre en oeuvre des programmes d'action à caractère économique dans le secteur minier. Outre son souci d'approfondir les paramètres qui affectent la vie économique des exploitations minières et de promouvoir le potentiel minéral du Québec, cette Direction est en mesure de fournir divers conseils et renseignements préalablement au lancement de petites et moyennes entreprises minières. Se situant elle-même à l'origine d'un certain nombre de projets de développement minier et à leur pilotage à travers le réseau de contrôles et de décisions gouvernementales, cette Direction est un interlocuteur important pour les personnes ou compagnies qui projettent d'exploiter des substances minérales au Québec ou qui rencontrent des problèmes de technologie, de financement, d'expansion, etc. dans le cours de leurs opérations.



Excellentes projections en 1974 dans le domaine de nos mines

Malgré des fluctuations en production et rentabilité dues à divers facteurs dont l'épuisement de certains gisements miniers, le marché international instable du cuivre et certaines grèves ouvrières, les projections pour 1974 sont assez optimistes.

La "Gaspé Copper Mines" prévoit tripler en 1974, la production de sa mine à Murdochville, en Gaspésie. L'avenir semble également brillant pour la "Saint-Lawrence Columbian and Métaux Corporation", à Oka, la seule mine produisant du columbium au Canada. On prévoit pour 1976 également la mise en exploitation, d'un autre gîte de Columbium à Saint-Honoré de Chicoutimi, par un consortium dont fait partie "SOQUEM".

Les recherches minières ont été intensifiées particulièrement dans le territoire du nord-ouest

québécois en 1973, pour découvrir des gisements de cuivre, de zinc et d'or.

CUIVRE ET ZINC

Signalons que la compagnie "New-InSCO" a trouvé un gisement de cuivre-zinc sur la rivière Magusi; dans les cantons de Hébecourt et Duparquet; la compagnie "Selco" continue la mise en valeur d'un gisement de cuivre-zinc dans la région du lac Frotet; la compagnie "Patino" a fait également la découverte d'un important gisement de cuivre-zinc dans le canton de Lemoine, près de Chibougamau et on prévoit la mise en production de cette mine au cours de 1974 tandis que la compagnie "Phelps-Dodge" espère beaucoup d'un gisement découvert dans le canton de Lagauchetière, dans la région de Matagami.

D'autre part, de nouveaux développements miniers sont prévus dans les Cantons de l'est, la mine cuivre-zinc "Clinton" du groupe minier Sullivan (région du lac Mégantic) et la mine de cuivre "Les Entreprises Métalline" (région de Leeds).

Des découvertes de moindre importance sont aussi rapportées par la compagnie "Newconex" dans le canton de Figury, et par la compagnie "Yvanez" dans le canton de Montbray. Sur les concessions de la compagnie "Louvem", dans le canton de Louvicourt, de nouveaux filons de zinc de haute teneur sont découverts de telle sorte que l'exploitation de la mine se poursuivra encore pendant au moins deux ans.

OR

Le rythme de l'exploration pour la découverte de gisements d'or s'est accru au cours de 1973 et se poursuivra en 1974 surtout en raison de la montée en flèche du prix de l'or en Europe.

La mise en production d'un gisement d'or dans la région de Joutel par "Agnico-Eagle" s'effectue en octobre 1973; "Quebec Sturgeon" continue son exploration dans le canton de Lesueur; "Chibex" qui doit entrer en production en 1974 dans le canton de LaDauversière (région de Chibougamau). Sur le plan des travaux de mise en valeur on note "Goldex", qui entreprend dès travaux sous terre dans le canton de Dubuisson; "Gold Hawk" qui poursuit des recherches sous terre dans le canton de Dasserat; "Darius" qui pousse l'exploration sous-terre dans l'ancienne mine O'Brien; "Kewagama" dans le canton de Cadillac; "Joubi Mining" dans le canton de Dubuisson; "New Formaque" qui découvre un nouveau gisement à 900 pieds d'un gisement connu, et "Quebec Explorers" qui explore dans le canton de Dubuisson.

D'autres compagnies besognent dans le nord-ouest: "Barnat" trouve un gisement de qualité moyenne dans la région de Malartic et confiera probablement l'exploitation à la firme "East Malartic"; "Chadbourne" gisement d'or propriété de la Noranda Mines entreprend une nouvelle évaluation de son gisement d'or près de la mine Horne, et "Dumagami" aussi propriété de la Noranda Mines, possède un gisement dont l'exploitation semble rentable au prix actuel de l'or sur le marché.

Le ministère des Richesses naturelles prévoit un rythme accéléré dans l'exploration minérale au Québec.

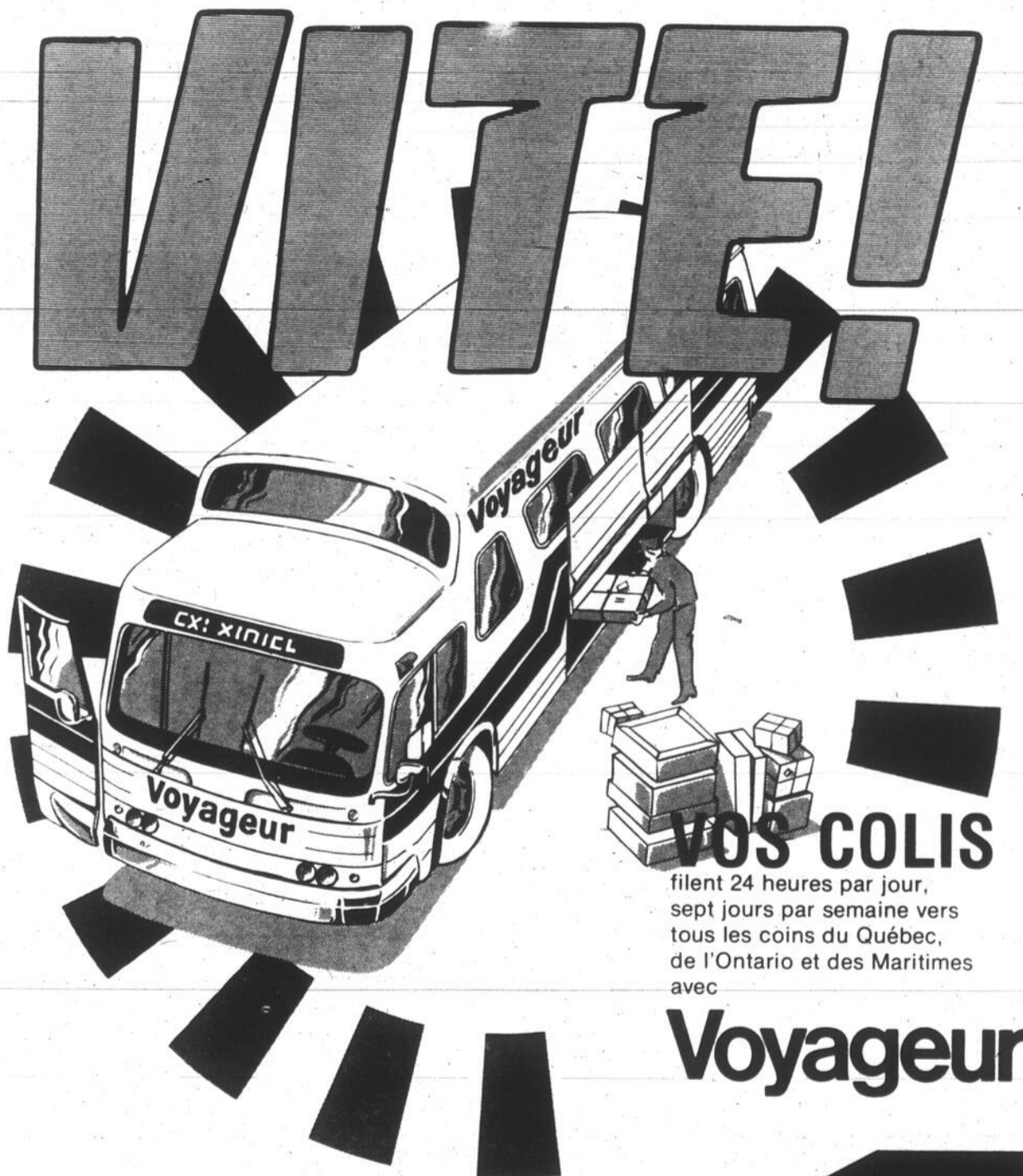
REGAIN EN 1974

Le ministère des Richesses naturelles entrevoit même une recrudescence d'activités minières dans les régions de Val d'Or-Malartic et de Chibougamau, au cours de 1974, quoiqu'il soit encore trop tôt pour obtenir les statistiques sur les argents consacrés à l'exploration intensifiée en 1973 par les diverses compagnies précitées.

On constate l'ouverture d'une nouvelle mine d'or dans le canton de Joutel par la compagnie "Agnico-Eagle". De plus des travaux majeurs accomplis, en 1973, doivent permettre la mise en production de nouvelles mines en 1974, soit une mine d'or et de cuivre par "Chibex" dans le canton de LaDauversière; une mine de cuivre et de zinc par "Clinton" dans le canton de Clinton; une mine de cuivre par "Les Entreprises Métallines Inc", dans le canton de Leeds; une mine de cuivre ("Grandroy") dans le canton de Roy, réouverte en 1973 sous la direction de la compagnie "Campbell Chibougamau"; et une mine de cuivre et de zinc dans le canton de l'Isle Dieu par la firme "Radiore no 2".

En 1974 ou 1975, on anticipe encore l'ouverture de la mine de cuivre et d'or "Cooke" par la compagnie "Falconbridge Copper", dans le canton Levy, près de Chapais. En 1975, la firme "Canadian Johns-Manville" devrait mettre en production des gisements d'amiante dans le canton Carpentier, en Abitibi. On prévoit même qu'en 1976, la compagnie "Norita" produira du cuivre et du zinc de gisements situés dans le canton de l'Isle Dieu.

Le ministère, des Richesses naturelles entretient de grandes espérances sur des gisements actuellement au stade de l'exploration et d'analyses de rentabilité sous la direction de "La Société québécoise d'Exploration minière (SOQUEM)" et de la firme "Copperfields", relativement à des gisements de columbium à Saint-Honoré de Chicoutimi; de la compagnie "Magusi" sur un gisement de cuivre et de zinc dans le canton de Hébecourt; de la compagnie "Quebec Sturgeon" sur un gisement d'or dans le canton Lesueur, dans la région de Quevillon, de la compagnie "Kienna Gold" sur un gisement d'or, dans le canton de Dubuisson, près de Val d'Or.



filent 24 heures par jour, sept jours par semaine vers tous les coins du Québec, de l'Ontario et des Maritimes avec

Voyageur

ILS ARRIVENT TOUJOURS À TEMPS ET BIEN PORTANT!

J'suis tout démêlé!

...Maintenant j'en mets de côté dans un compte boni d'épargne.

Pour se démêler de ses affaires, y'a rien comme l'Extra Service Bancaire, douze petits avantages de la Banque Royale pour seulement \$3.00 par mois. Maintenant je vois clair dans mes affaires. L'Extra Service Bancaire m'a donné tous les outils pour m'aider à tenir mon budget au doigt et à l'oeil. C'est pas compliqué: faites-en donc la demande à n'importe quelle succursale.

Moi j'suis membre!

Quand on est tout démêlé, ça donne des idées: un chalet, une tente-roulotte, une maison. La vraie bonne idée pour épargner, c'est le compte BONI d'épargne qui rapporte de vrais bons intérêts. Bien sûr, puisqu'il s'agit d'un *compte d'épargne véritable* il n'y a pas de privilège de chèques, mais notre argent est là en tout temps, en cas d'urgence et à plein intérêt!

Démêlez-vous de vos affaires...



12 petits avantages exclusifs qui nous aident à mieux voir la couleur de notre argent:

- Chèques individualisés
- Nombre illimité de chèques
- Protection contre les découverts
- Service Auto-Virement à l'épargne
- Encaissement immédiat de chèques
- Coffre ou service de garde des valeurs
- Paiement de comptes
- Mandats personnels
- Intérêt réduit sur prêts personnels (Épargnez 3/4 de 1%)
- Chargex
- Chèques de voyages
- Avantages de voyages



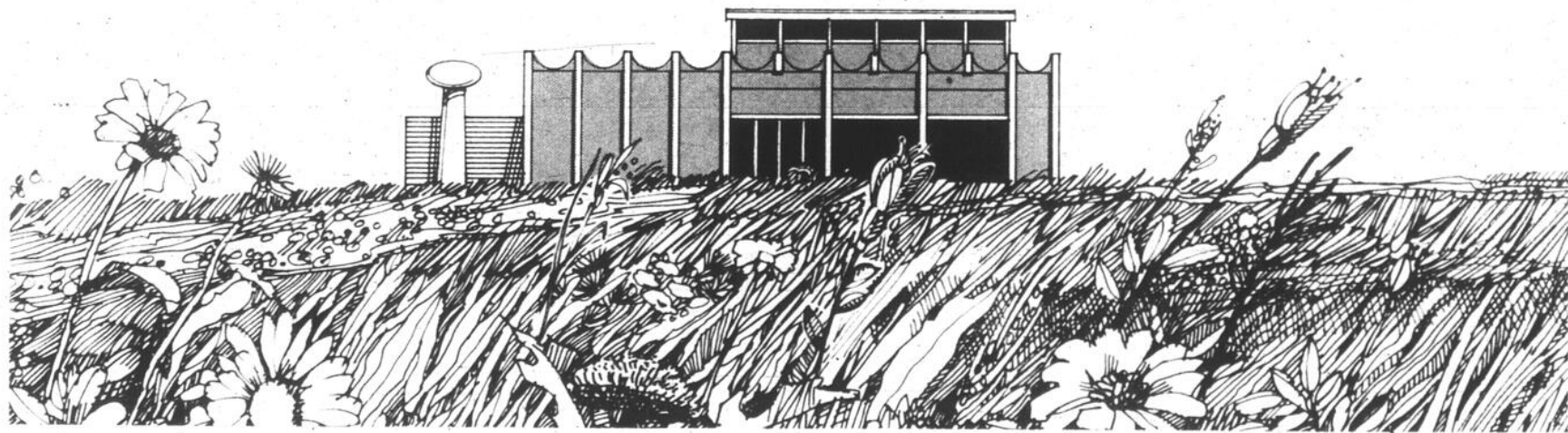
BANQUE ROYALE

l'équipe d'experts à l'esprit ouvert



La Société de développement industriel du Québec a déjà aidé 400 entreprises à progresser au Québec.

Sans tambour ni trompette.



La SDI participe activement à l'évolution de l'industrie au Québec.

Pour ce faire, elle collabore actuellement à de nombreux projets d'expansion, de modernisation, d'implantation et de fusion d'entreprises.

Les secteurs manufacturiers en expansion rapide, les nouveaux procédés de fabrication, les nouveaux produits et les produits qui ne sont pas encore fabriqués au Québec intéressent particulièrement la SDI.

Son aide s'applique à toutes les entreprises, notamment aux petites et aux moyennes, et elle est généralement proportionnelle à l'impact que ces compagnies peuvent avoir sur le développement industriel du Québec.

Ce que la SDI offre?

Différents programmes d'aide financière appuyés de conseils judicieux.

Si votre projet peut contribuer au développement industriel du Québec, voyez la SDI.

 **Société de
développement industriel
du Québec.**

Tour de la Bourse, Case postale 276, Montréal 115.
Tél.: 514-873-4375

710, Place d'Youville, Québec 4.
Tél.: 418-643-5172



PLAN D'EXPANSION ÉVALUÉ À \$185 MILLIONS

Pour la première fois dans une entente de développement, le gouvernement fédéral a décidé de subventionner directement une sidérurgie, la sidérurgie d'Etat du Québec (SIDBEC), afin de lui permettre d'atteindre la stature des géants de

l'acier. En vertu de l'entente du 15 mars 1974, Ottawa, par l'entremise de son ministère de l'Expansion économique régionale, s'est engagé à verser de 1974 à 1976 la somme de \$30 millions en subventions à SIDBEC afin de lui permettre de réaliser

son plan d'expansion évalué à \$185 millions. SIDBEC pourra donc accroître sa capacité de production afin d'obtenir une part plus importante du marché actuel et de l'accroissement prévu de ce marché et de rationaliser davantage ses modes de pro-

duction de façon à atteindre une meilleure productivité et profiter de la technologie nouvelle qu'elle a adoptée. On calcule qu'en 1976, la capacité annuelle de SIDBEC sera de 1,6 million de tonnes. Les projets de notre sidérurgie permet-

tront de créer plus de 1.000 nouveaux emplois à Contrecoeur et à Montréal. De plus, ils susciteront indirectement la création de plusieurs milliers d'autres emplois dans les secteurs industriels spécialisés dans l'utilisation de l'acier.

Vous êtes sur le point d'acheter une nouvelle voiture et de chercher de nouvelles solutions?

La solution Le Mans:



Juste ce qu'il faut.

La Le Mans vous évite d'acheter une voiture plus grande qu'il ne faut. Ou trop petite. Elle n'est pas tout à fait une grande voiture, mais elle est loin d'être petite.

La Pontiac Le Mans est une intermédiaire de dimensions pratiques qui est offerte dans une gamme de coupés, sedans et familiales qui pourraient combler vos besoins.

Des nouveautés qui comptent.

Y a-t-il longtemps que vous avez vu les nouvelles voitures? La Le Mans est vraiment nouvelle.

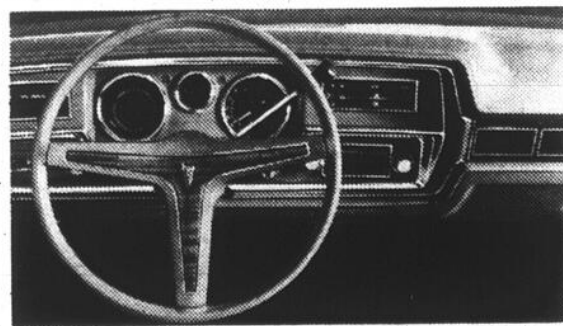
Les ressorts à boudin montés sur chaque roue sont choisis par ordinateur pour donner à la Le Mans un confort de roulement insurpassé.

Les freins à disque à l'avant offrent une

grande sécurité et sont munis d'un détecteur d'usure qui avertit que des travaux d'entretien sont nécessaires.

Le pavillon à double paroi en acier assure une plus grande résistance et une meilleure insonorisation.

Toutes les Pontiac Le Mans, même la plus économique (l'élégant hardtop 2 portes à



montants centraux ci-dessus et ci-contre), sont rehaussées d'applics bois de châtaignier rouge au tableau de bord et dans les panneaux de portes, de sièges durables entière-

ment en mousse et recouverts de tissu, d'un tapis rasé en nylon et d'une ventilation à deux niveaux. Les petits extras luxueux sont standard dans toutes les Le Mans 1974.

La Pontiac Le Mans: la réponse aux besoins d'aujourd'hui!

Vous avez le choix entre deux coupés de 6 cylindres et un sedan de 6 cylindres qui sont tous économiques. Si vous préférez le V8 standard, procurez-vous le coupé ou sedan Luxury Le Mans ou l'une des quatre familiales Safari. Si l'allure sport vous plaît, choisissez l'un des deux coupés Le Mans GT ou l'intermédiaire la plus recherchée de Pontiac, la Grand Am, offerte en modèles 2 ou 4 portes. Ces Pontiac d'allure sportive sont toutes munies d'un moteur V8 conçu pour une consommation d'essence ordinaire plus économique.

Dimensions pratiques.

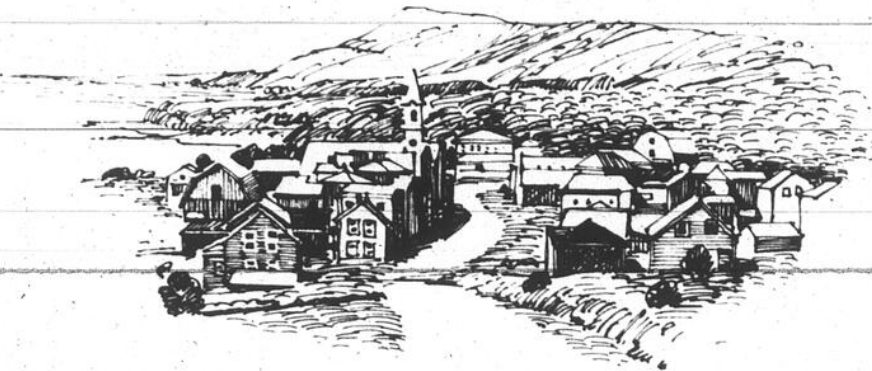
La Le Mans loge facilement 6 personnes et vous évite ainsi d'acheter une grande voiture. C'est une solution pratique.



La Pontiac Le Mans Pour joindre l'utile à l'agréable.

Pour votre sécurité, bouclez l'ensemble ceinture-baudrier.

Certains des équipements représentés ou mentionnés ici sont fournis en option, moyennant supplément.



*Voyager au Québec... découvrir
un pays où les mois sont des saisons,
où les collines sont des montagnes,
où les ruisseaux sont des rivières,
où les lacs sont des mers...*

*...découvrir
un pays à la mesure de l'hospitalité
des gens qui y habitent,
des gens qui font du Québec un pays où
les voyages deviennent des voyages.*

Le Québec... pays des voyages

Voyager au Québec,
c'est aussi investir au Québec.
Chaque dollar dépensé au Québec favorise le
développement de notre industrie touristique.

Chaque dollar dépensé crée
des possibilités d'investissement
et contribue à notre essor économique.

Voyager au Québec,
c'est le Québec qui investit... au Québec.

 **Québec**

Gouvernement du Québec
Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche

Découvrez du pays en découvrant le confort et l'économie du CN!

Cet été, pour vos vacances, pourquoi ne pas voyager par le CN? Vous aussi prendrez de vraies vacances. Vous ne serez pas crispé à votre volant, les yeux rivés sur la route. Obligé de surveiller les autres voitures. La jauge à essence. De chercher votre chemin. De combattre la fatigue après des heures de conduite. Au contraire. Douillettement installé dans un fauteuil confortable, vous pouvez contempler les paysages qui défilent sous vos yeux. Pour la première fois de votre vie peut-être, vous pourrez vraiment admirer et découvrir le panorama. Vous vous détendez. D'un simple geste du doigt, vous commandez un excellent repas. Ou votre boisson préférée. La nuit, vous dormez sur un moelleux matelas. Et vous arrivez à destination frais, dispos, détendu. Et tout ce confort coûte encore moins cher que vous le croyez!

Vous voyagez en tout confort

Parlons donc de la voiture coach. Dans la voiture coach, les fauteuils sont larges, moelleux. Les allées spacieuses. Et les fenêtres panoramiques vous permettent de ne rien perdre des paysages qui défilent sous vos yeux. Confort et économie vont de pair: les différents tarifs du CN mettent la voiture coach à la portée de toutes les bourses.

Saviez-vous que le CN vous offre aussi des voyages organisés? Ce sont des voyages individuels extrêmement bien planifiés. Vous allez comme le cœur vous en dit, car vous voyagez librement, sans guide. Et il n'est pas nécessaire de voyager en groupe. Le CN prépare pour vous un itinéraire à votre goût, dans lequel tout est prévu: vous profitez des meilleurs hôtels. Dégustez une cuisine excellente. Participez à des excursions intéressantes. Les voyages organisés Maple Leaf du CN, c'est la liberté et c'est bien organisé!



Et c'est économique

Avec le prix de l'essence qui grimpe en flèche, il devient de plus en plus avantageux de voyager par le CN. D'autant plus que le calendrier des tarifs Rouge, Blanc, Bleu du CN vous permet de voyager à prix encore plus bas. Un jour Rouge, c'est un tarif aubaine. De grandes réductions. Un jour Blanc, c'est un tarif économique. Des réductions fort intéressantes. Un jour Bleu, c'est un tarif régulier. Toujours avantageux. En choisissant votre jour de départ, vous pouvez choisir le tarif qui vous convient le mieux. Et économiser!



Encore plus économique que prévu!

À cela s'ajoutent les réductions des tarifs Famille, Jeunesse et Sagesse: 20% un jour Rouge, 15% un jour Blanc, 10% un jour Bleu. De plus, les groupes de 15 personnes et plus voyageant ensemble peuvent aussi profiter d'épargnes importantes.

Ces réductions s'appliquent au transport en voiture coach, lorsque le prix normal du billet est de \$5 ou plus un jour Rouge.

Pour en bénéficier, les jeunes de 12 à 21 ans et les personnes âgées de 65 ans et plus doivent présenter leur carte Jeunesse ou Sagesse que l'on se procure à prix minime dans toute agence de voyages ou au bureau des Ventes Voyageurs du CN.

Les cartes de crédit CN/Air Canada, Master Charge et ChargeX sont acceptées dans tous les bureaux des Ventes Voyageurs du CN.

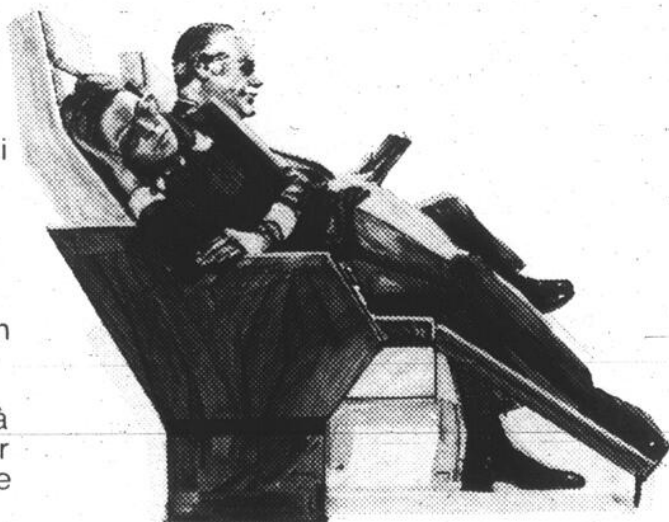
Oui, cet été, profitez-en pour prendre de vraies vacances vous aussi. Vous voyagez en tout confort. Vous vous détendez. Vous arriverez à destination aussi reposé que si vous sortiez du lit. Et l'argent économisé vous permettra de passer des vacances encore plus belles!

Pour obtenir plus de renseignements au sujet des tarifs, des heures de départ et d'arrivée, des voyages organisés, etc...veuillez consulter votre agent de voyages ou le bureau des Ventes Voyageurs du CN.



Encore plus de confort!

Un léger supplément et vous voyagez dans un fauteuil Superconfort. Il est spacieux, muni d'appui-jambes rembourrés et de plateaux escamotables. Il offre assez d'espace pour que même un voyageur de très grande taille puisse s'allonger à son aise. Et dormir s'il le veut. Liseuse individuelle. Fenêtre panoramique. Le fauteuil Superconfort porte bien son nom!



Confort, détente et économie!



CN



La production minière au Québec

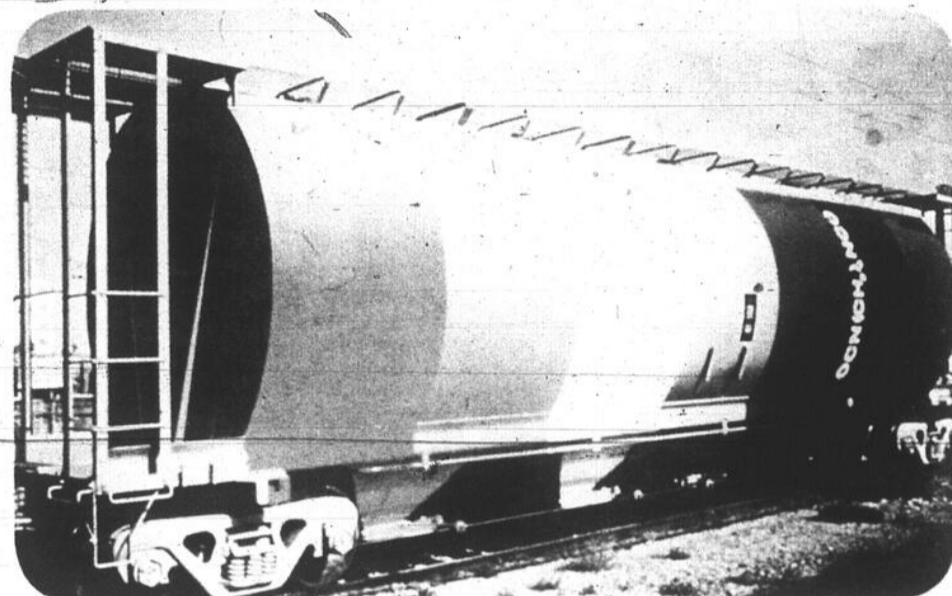
Au chapitre de la production minière au Québec, le cuivre domine encore le secteur des produits miniers québécois, avec une valeur représentant 21,9% de la production totale du Québec.

On constate au Québec, en 1973, une augmentation de la valeur de la production minière dans l'amiante (18,0%), les matériaux de con-

struction (9,0%), le zinc (19,9%), le titane (13,4%), le cuivre (10,3%), le minerai de fer (26,2%) et l'or (49,5%).

Un projet important de construction, soit d'une boubonne-rie et un concentrateur d'une capacité de 6 millions de tonnes par année est réalisé par "Iron Ore Co of Canada" à Sept-Îles, tandis que la "Quebec Cartier

Mining" continue son projet de concentrateurs au Mont Wright, qui, au début de 1975, fournira 167 millions de tonnes par année de concentrés de minerai de fer destinés à l'exportation. De plus, "Quebec Cartier Mining" développe la mine "Fire Lake" à 50 milles de Gagnon et dont le minerai remplacera la production de la mine du lac Jeannine qui doit fermer.



LE QUÉBEC AU QUATRIÈME RANG

L'industrie minière affiche, en 1973, un gain de 28 pour cent, sur 1972, pour l'ensemble du Canada. L'augmentation est attribuable aux capitaux importants dirigés surtout vers l'exploitation et les servi-

ces. On note que pour les 9 premiers mois de 1973, le Canada a augmenté de 25,9 pour cent (sur 1972) son commerce extérieur avec les Etats-Unis, l'Europe, le Japon, les pays du Commonwealth, les

pays du Marché Commun européen et amorcé des ventes intéressantes avec les pays de l'Amérique du Sud. Pour la première fois, le Canada atteint un nouveau sommet pour les 9 premiers mois de

1973 avec des exportations massives de \$5,1 milliards en ce qui regarde les produits miniers. (Les statistiques officielles pour 1973 n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de ce texte).

La production canadienne de métaux atteint \$3,7 milliards, en 1973 tandis que celle des non-métalliques atteint \$589 millions. D'autre part la production des combustibles se chiffre à \$3,2 milliards.

En pourcentage sur la production nationale, le Québec détient le quatrième rang:

Alberta	33,3%
de la production canadienne	
Ontario	21,6%
Colombie	12,0%
Québec	10,9%

Les mines de Québec : facteur économique

Après avoir connu un certain fléchissement dans la prospection et la production au cours des années 1969-72, l'industrie minière québécoise affiche un regain de vitalité depuis, et tout indique, suivant

l'augmentation des claims et du territoire qu'ils couvrent, que d'importants capitaux seront misés dans de nouveaux programmes d'exploration, ce qui devrait normalement

porter de nouveaux gisements miniers rentables et accroître ainsi la production minière au Québec qui, en 1973 apporte un impact économique de \$903,040,000.

LES PRINCIPALES RICHESSES NATURELLES

Les principales richesses naturelles exploitées au Canada demeurent:

LE PETROLE:	27,3%
LE NICKEL:	9,5%
LE CUIVRE:	13,9%
LE MINERAI DE FER:	7,4%
LE ZINC:	7,9%
LE GAZ NATUREL:	5,9%
L'AMIANTE:	2,9%
LE CIMENT:	2,8%
AUTRES:	22,4%

PROJECTIONS DE LA PRODUCTION MINÉRALE AU CANADA (1973)

Province	Dollars	%
Terre-Neuve	337,151,000	4.1
Ile-du-Prince-Edouard	1,200,000	0.1
Nouvelle-Ecosse	62,502,000	0.8
Nouveau-Brunswick	156,644,000	1.9
Québec	903,040,000	10.9
Ontario	1,779,271,000	21.6
Manitoba	404,914,000	4.9
Saskatchewan	499,091,000	6.1
Alberta	2,747,508,000	33.3
Colombie-Britannique	990,879,000	12.0
Yukon	145,594,000	1.8
Territoires du Nord-Ouest	170,308,000	2.1
TOTAL	8,238,102,000	100.00

SOURCES: Ministère fédéral de l'Énergie, des Mines et Ressources — Ottawa.



C'est pour vous que nous sommes dans le paysage:

le ministère
des Institutions financières
Compagnies et Coopératives.

Notre rôle

C'est d'assurer un climat socio-économique sain afin que tout le monde puisse réaliser de bonnes affaires.

Comment il s'exerce

Le ministère surveille les activités des institutions financières, des coopératives, veille à l'application des lois qui régissent les compagnies et s'efforce de promouvoir de meilleures relations entre les commerçants et les consommateurs.

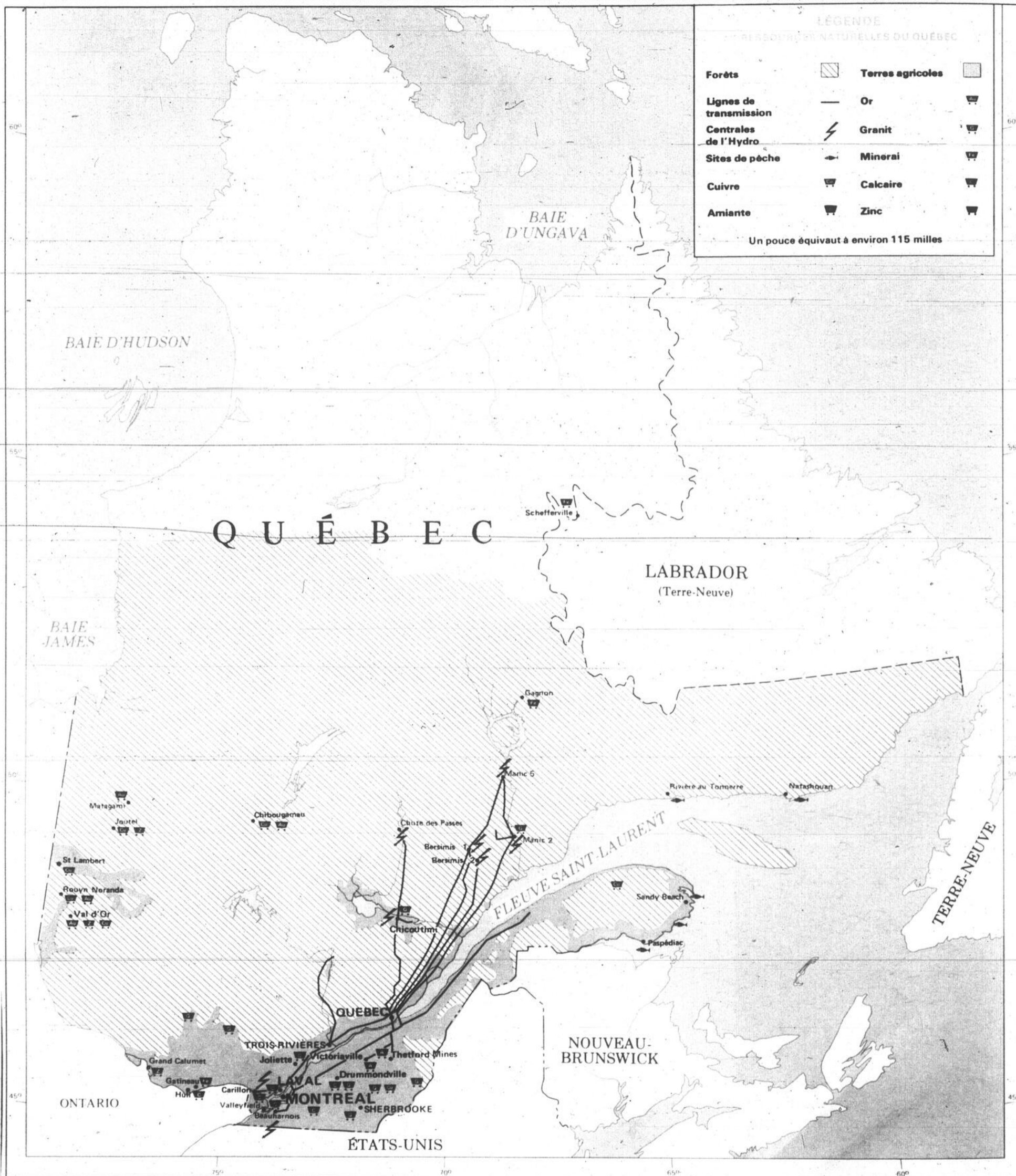
Par son action, le ministère protège les Québécois et crée les conditions propices à la croissance économique du Québec.

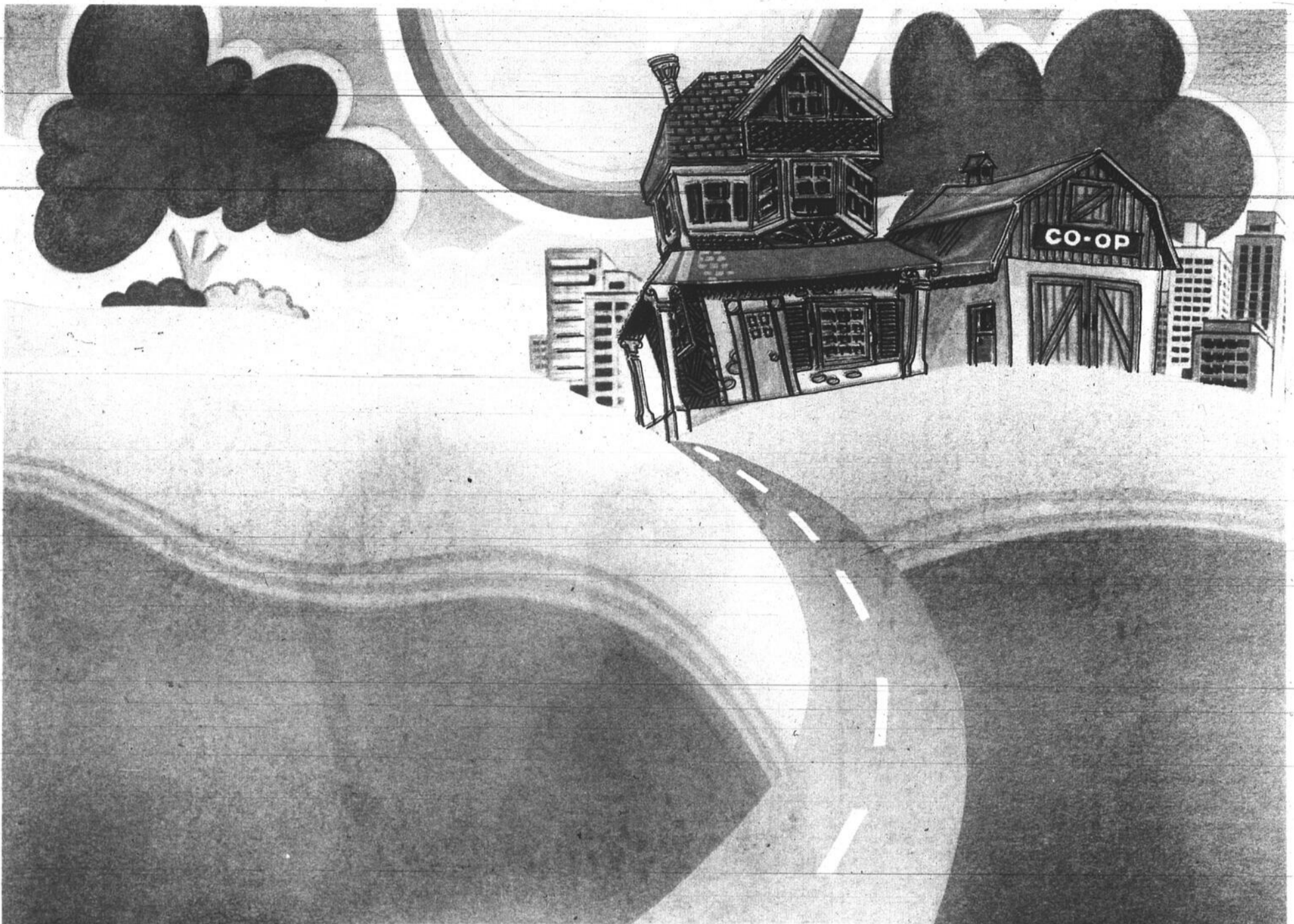
(418) 643-8695



MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES
COMPAGNIES ET COOPÉRATIVES

L'Économie





C'est pour vous que nous sommes dans le paysage:

le ministère de l'Industrie
et du Commerce

Notre rôle

Le ministère a pour première mission de participer au développement des entreprises et cela, à tous les échelons de leurs activités économiques.

Comment il s'exerce

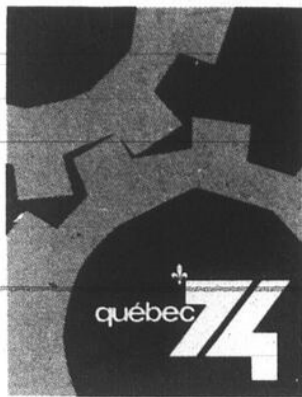
Le ministère met des experts à la disposition de la petite et moyenne entreprise, des experts qui la conseillent et collaborent à son développement. Qu'il s'agisse de contacts à établir en vue de l'exportation d'un produit ou de l'amélioration d'une technique de production, le Mic participe... du niveau régional au niveau international.

Par son action, qu'on retrouve dans tous les domaines de l'activité industrielle, le M.I.C. joue un rôle de catalyseur pour la croissance économique du Québec.

(418) 643-5084



MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE



TOURISME

Jusqu'en 1960, les provinces investissaient peu dans le but de promouvoir le tourisme interprovincial ou intracanadien. C'est le Québec qui fut le premier des États de la Confédération à consacrer à cette fin une importante tranche de son budget de promotion. A l'époque, le gouvernement fédéral a été systématiquement absent. C'est en 1971 que, pour la première fois, Ottawa a entrepris ses propres efforts de promotion de tourisme intracanadien.

Dans l'intervalle, le Québec a commencé à stimuler le tourisme à l'intérieur de ses frontières. C'est en 1972-73 qu'il conçut une campagne à cette fin, en même temps que le jeu "Vacances-Québec". Il s'agissait de mettre en valeur nos potentiels. L'an dernier, le Québec a lancé sa campagne de l'Est de la province, campagne qui s'intensifiera encore cette année.

Depuis quelques années, la direction du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, a informé les Québécois de la durée des saisons de chasse et de pêche de même que les dates des chasses contrôlées. Mais cette année, le ministère va inviter les citoyens à se prévaloir des services récréatifs que leur offrent les parcs sous son contrôle.

Il existe au ministère un important service de subventions à l'hébergement dans l'Est du Québec. Ce programme vise à stimuler la construction de nouvelles unités d'hébergement touristique dans l'Est de la province. Au tout début du programme, l'accès à cette aide financière était réservé aux hommes d'affaires qui construisaient des unités d'hébergement dans les stations prioritaires de Percé-Gaspé, de Mont Saint-Pierre et de Carleton, de même qu'aux îles de la Madeleine. Par la suite, le programme a été étendu à 8 étapes s'échelonnant sur l'itinéraire routier qui débute à Rivière-du-Loup et encercle la péninsule gaspésienne.

Ces subventions sont actuellement de \$2.000 par unité, pour un maximum de \$50.000. Au 18 mars dernier, seize projets comprenant 287 unités avaient été acceptés, ce qui représentait des subventions pour un montant total de \$380.045.

Grâce à la campagne de l'Est du Québec, en 1973, les hôteliers et les propriétaires de motels ont accueilli 570.000 touristes, ce qui a représenté une hausse de plus de 30 pour cent sur les chiffres de 1972. Il faut dire que quelque 25.000 touristes ont dû rebrousser chemin, n'ayant pas trouvé de place pour coucher. Il faut prévoir que l'augmentation dans la construction de nouvelles unités d'hébergement, le nombre de touristes augmentera également.

Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, par sa campagne INTRA-QUEBEC estime que sa clientèle, tout particu-

lièrement dans le domaine du tourisme joue un rôle important dans la "balance des paiements" du Québec. Il est donc important d'en jauger les retombées économiques. Les économistes calculent, en effet, en se basant sur la facette des voyages de "25 milles à 99 milles" que les Québécois ont laissé des millions de dollars à notre économie.

De par son programme de propagande, non seulement au Québec,

mais dans les autres provinces canadiennes et surtout à l'étranger, la direction du Tourisme, par ses films, ses brochures, ses messages dans la presse électronique et écrite, ses panneaux-réclame, attire énormément de touristes. Il faut dire en effet que la province de Québec est l'un des meilleurs points touristiques du Canada.

Depuis quelques années, même les Européens sont attirés par la "Belle Province".



Comme la plupart d'entre vous, nous avons grandi au Québec.

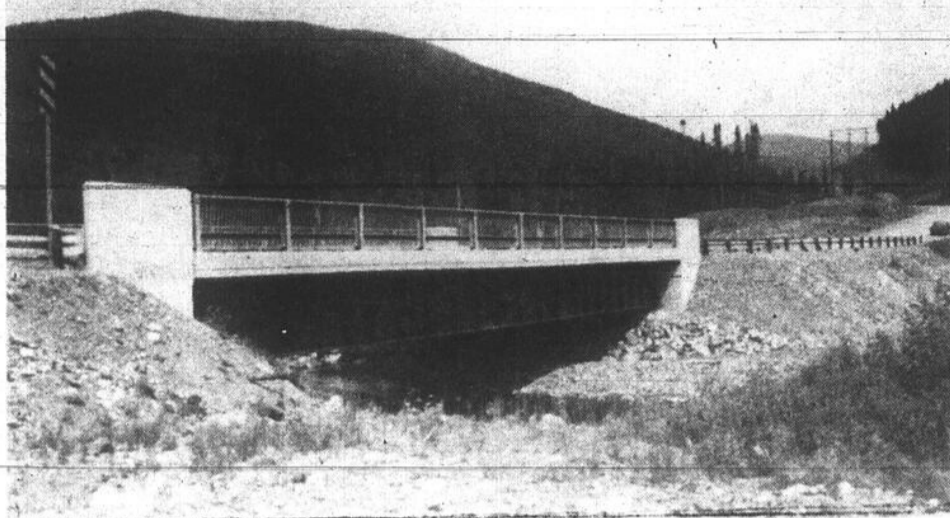
En fait, nous continuons de grandir au Québec comme partout au Canada, et ce, depuis nos tout premiers ébats en 1925. Nous avons aussi fort bien réussi à affirmer l'influence canadienne au sein de la communauté internationale des affaires. Le siège social de la Power Corp. est situé au Québec, tout comme le sont ceux de plusieurs de nos filiales; et certaines sont situées dans d'autres provinces canadiennes. Nous appartenons à des Canadiens et sommes des mieux placés pour conserver les ressources du Canada au pays.

Power Corporation



Entente-cadre de 3 milliards

C'est le 15 mars dernier qu'était signée à Québec, par le ministre fédéral de l'Expansion économique régionale, M. Donald-C. Jamieson, et le ministre responsable de l'Office de planification du Québec, M. Gérard-D. Lévesque, une entente-cadre de développement d'une durée de dix ans, dont l'objet est de favoriser le développement socio-économique du Québec. Cette entente injectera quelque \$3 milliards dans l'économie québécoise au cours des dix prochaines années. Sur la photo, on reconnaît de gauche à droite MM. Lévesque, Jamieson et Jean Marchand, ministre actuel des Transports et ancien ministre fédéral de l'Expansion économique régionale.



Voici le pont enjambant la rivière Sainte-Anne, sur la route d'accès aux mines Madeleine Limitée, dans le parc de la Gaspésie. (Photo Office du Film du Québec)



Dans le cadre de l'entente Québec-Ottawa, on a construit une route de 55 milles ceinturant les monts McGerrigle, dans le parc de la Gaspésie. Cette réalisation a coûté près de \$8 millions partagés entre les deux gouvernements. Elle est un stimulant pour les industries minières et touristiques.

(Photo Office du Film du Québec)



Les autoroutes à péage sur la voie de l'autonomie financière

Grâce à une mesure adoptée en 1972 et maintenue en 1973 par le gouvernement du Québec, l'Office des autoroutes du Québec est désormais sur la voie de l'autonomie financière.

L'Office est un organisme qui montre chaque année des revenus nets d'exploitation. En 1973, ceux-ci se sont accrus de près de \$1.500.000, passant de \$8.942.650 à \$10.424.361. Mais l'Office montre aussi annuellement un déficit, qui était de \$51.401.120 à la fin de 1973, soit \$244.565 de moins que le déficit du début de la même année.

Cette situation s'explique par le mode de financement en usage au Québec pour la construction d'autoroutes à péage. Toutes les constructions de l'Office sont financées par des émissions d'obligations et par des avances consenties par le ministère des Finances.

En conséquence, l'Office se trouvait porteur, à la fin de 1973, d'une dette obligatoire de \$81.458.000, après rachat et annulation d'une valeur de \$1.675.000. Quant aux avances gouvernementales, qui servent aussi à l'achat d'équipement, au fonds d'amortissement et à la couverture du déficit accumulé, elles s'élevaient, à la même date, à \$223.876.979.26.

Les revenus de l'Office ne lui permettent pas toujours de soutenir ses responsabilités qui sont d'assumer ses frais d'exploitation et d'entretien, les frais généraux et l'intérêt des capitaux engagés, l'amortissement, sur une période maximum de 50 ans, de ces mêmes capitaux, et la formation d'une réserve budgétaire devant servir à la conservation, à l'entretien, à la réparation et au renouvellement des autoroutes, de même qu'aux dépenses imprévues.

Devant cet état de faits le gouvernement du Québec a décidé, en 1972, de réduire de 50 pour cent les taux d'intérêts des avances consenties à l'Office par le ministère des Finances. En 1973, cette mesure a représenté pour l'Office un bénéfice \$7.721.758.04, compte tenu de la réduction des intérêts capitalisés des divers projets en cours. Elle a contribué à

équilibrer les opérations de l'Office, qui s'achemine graduellement vers une certaine autonomie financière en lui permettant de rembourser ses dettes à même ces profits.

Mis sur pied en 1957 pour la construction d'une route à accès limités qui ne devait pas avoir plus de 30 milles et qui devait relier Montréal à Saint-Jérôme, l'Office des autoroutes du Québec est devenu un organisme dont le bilan, 16 ans plus tard, montrait un actif de \$243.273.822.

Le réseau d'autoroutes à péage qui en fait partie compte aujourd'hui 167 milles de voies de circulation, qui atteignent une valeur de quelque \$236.767.212 en actif immobilisé au prix coûtant. Si l'on ajoute à cette somme les \$3.493.022 que coûteront les constructions de nouvelles voies qui sont en cours, de même que \$1.050.467 de matériel roulant, de mobilier et d'outillage, compte tenu de l'amortissement accumulé, cet actif immobilisé s'élève à \$241.310.701. Avec un actif à court terme de \$1.390.921 et divers autres actifs de \$572.200, l'actif total de l'Office a donc atteint, au 31 décembre 1973, la somme de \$243.273.822.

Au chapitre du passif, l'Office compte \$12.466.984 en passif à court terme, \$223.876.979 en avances du ministère des Finances et une dette obligatoire de \$58.330.979, compte tenu d'un fonds d'amortissement de \$23.127.021 à soustraire de \$81.458.000 en obligations garanties sous réserve par le gouvernement du Québec et groupées en cinq émissions: série D, à 5 pour cent et échéance le 15 mars 1975; série E, à 5 1/4 pour cent, le 2 juillet 1979; série F, à 6 pour cent, le 11 novembre 1979; série G, à 5 1/2 pour cent le 1er décembre 1984; série H, à 5 3/4 pour cent, le 15 juillet 1989.

Le bilan 1973 de l'Office se solde par un déficit de \$51.401.120, alors que ce dernier était de \$51.645.685 au début de la même année.

Quant à ses revenus d'exploitation ils ont été de (\$19.890.987), provenant en grande partie des péages (\$19.890.987). En tenant compte des

dépenses d'exploitation de \$9.568.092 en frais d'entretien, de perception, d'administration, son revenu net a été de \$10.424.361.

Si on ajoute à cette somme le revenu net des placements du fonds d'amortissement de \$1.808.684, et qu'on lui enlève des versements de \$11.988.480 en intérêts et frais divers, on constate que l'Office a pu réduire son déficit accumulé de \$244.565.

Et ses réalisations, en 1973, ont été plus importantes que jamais.

L'AUTOROUTE DES LAURENTIDES

L'Office a terminé le prolongement de l'autoroute des Laurentides sur une distance de 12,5 milles, de Sainte-Adèle à Sainte-Agathe. Le coût de ce tronçon a été de \$34.932.873, dont \$25.720.855 ont été versés par le ministère des Transports. La somme versée par l'Office a été de \$9.212.017.91.

ENVIRONNEMENT

À la suite d'une étude entreprise l'année dernière l'Office a planté, en collaboration avec le ministère des Terres et Forêts, quelque 41.000 arbres de diverses espèces qui amélioreront le paysage et serviront d'écran naturel pour retenir la neige le long de ses autoroutes. En collaboration avec l'École polytechnique et le Conseil national de recherches, l'Office a entrepris une autre étude traitant des conséquences de l'utilisation du sel et du calcium sur l'écologie. Il a aussi révisé sa politique d'affichage en bordure des autoroutes, et adopté les symboles internationaux pour l'identification des endroits d'intérêt touristique et culturel.

PROJETS

Au chapitre des projets, l'Office a reçu en 1973 le mandat de construire deux postes de péage sur la future autoroute Chomedey (autoroute 13), de même que d'exécuter certains travaux connexes. Il en assurera l'entretien, la perception et la surveillance routière lorsqu'elle sera terminée.



Les projets de l'Hydro-Québec

D'ici 1986, le Québec aura besoin de près de 30 millions de kilowatts

La province de Québec connaîtra une expansion extraordinaire d'ici une décennie, pour la simple raison qu'elle possède énormément d'eau, contrairement à la province de l'Ontario et surtout chez nos puissants voisins, les États-Unis, où ce précieux liquide devient de plus en plus rare. L'Hydro-Québec, consciente de cette supériorité naturelle, a entrepris depuis quelques années des travaux qui dans les seuls projets de Manicouagan et des Outardes donneront un total de près de 6.000.000 de kilowatts. Quant au gigantesque projet de la Baie James, qui selon les premiers calculs devait être terminé vers 1985, la production totale, une fois les quatre grandes centrales terminées, sera d'environ 8.500.000 kilowatts.

Il est probable qu'en raison de la croissance économique du Québec, les ventes d'électricité de

l'Hydro-Québec à l'intérieur de la province augmenteront au rythme de 8 pour cent par année jusqu'en 1985. Tous les projets, de même que celui des chutes Churchill, contribueront à l'augmentation de capacité requise. Parmi les solutions techniques qui s'offrent au Québec pour la production massive d'électricité nouvelle vers 1980-85, il y a en plus des aménagements hydro-électriques, la construction de centrales thermiques classiques ou de centrales thermiques nucléaires.

Tous ces travaux ont d'importantes retombées économiques dans la province. Plusieurs études effectuées par des économistes du gouvernement et surtout de l'entreprise privée, ont démontré que 77 pour cent de chaque dollar dépensé par l'entreprise pour construire et exploiter ces futures centrales reste au Québec. Dans le domaine des emplois,

on a calculé également que pour les projets hydro-électriques, on emploiera 13.500 hommes, tandis que les projets nucléaires en emploieront plus de 7.000 et ceux des thermiques classiques, près de 5.000.

Les experts sont également d'avis que d'ici 1986, la province de Québec aura besoin d'un peu plus de 30 millions de kilowatts pour répondre aux exigences industrielles. A l'heure actuelle, l'Hydro-Québec dessert tout son territoire, industriel et domestique.

Elle compte quelques clients hors-Québec, soit la Commission de l'Hydro de la province de l'Ontario, celle du Nouveau-Brunswick et la Société Aluminum of America, à son usine de Massena, dans l'Etat de New York. De plus, la Commission, au mois de juillet 1972, s'est engagée dans une lettre d'intention de fournir à la Consolidated Edison Company de New

York près de 800.000 kilowatts pour une période de 20 ans à partir de 1977. Pour ces services, la Société américaine versera annuellement à la Commission la somme de \$25 millions.

Dans un autre ordre d'idées, il serait bon de faire certaines comparaisons du coût de l'électricité à Montréal, la plus grande ville de la province et à certains centres importants des autres provinces canadiennes. C'est ainsi que dans la métropole canadienne, pour une consommation de 500 kilowatts, on paie \$9,10,

alors qu'à Toronto, pour la même consommation, on paie \$9,55. A Vancouver, dans l'une des provinces les plus riches du pays, les clients de l'Hydro locale paient, toujours pour la consommation de 500 kilowatts, la somme de \$11,20. Notons, en passant, que c'est à Summerside, dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard, où les tarifs sont les plus élevés, soit \$16,75. Ils sont de \$14,15 à Charlottetown, la capitale. Tous ces chiffres sont pour l'usage domestique.

La puissance d'é-

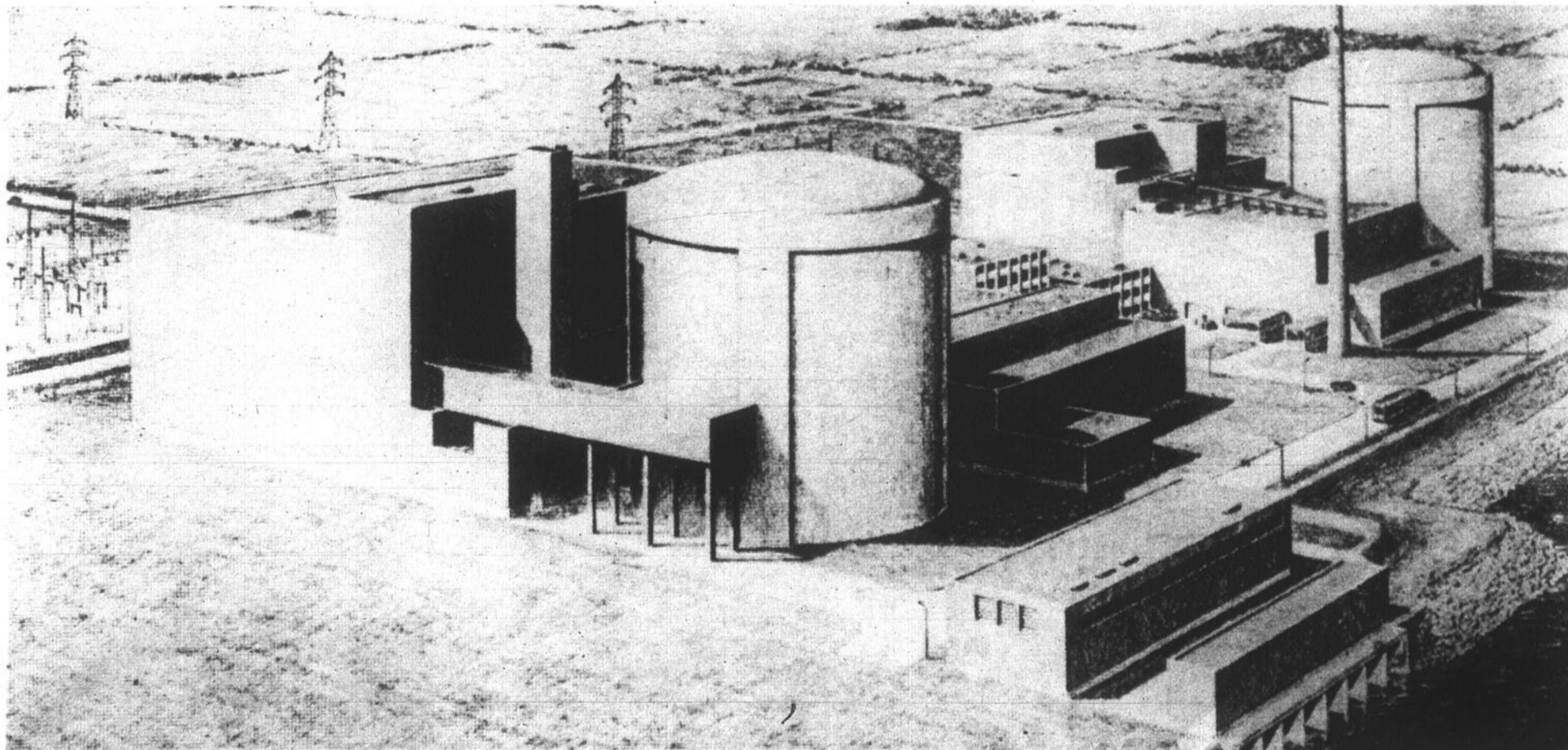
lectricité requise actuellement en 1974 est de 17 millions de kilowatts. A partir de 1977, les augmentations annuelles grossiront d'une année à l'autre, pour atteindre en 1985 un total de près de 35 millions de kilowatts, soit le double de la consommation actuelle. Cette année, les besoins de l'énergie sont de plus de 63 milliards de kilowatts-heure. Dans cinq ans, ils seront de l'ordre de 10 milliards de kilowatts-heure pour atteindre le total de 156 milliards en 1985.

COMPARAISON DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ

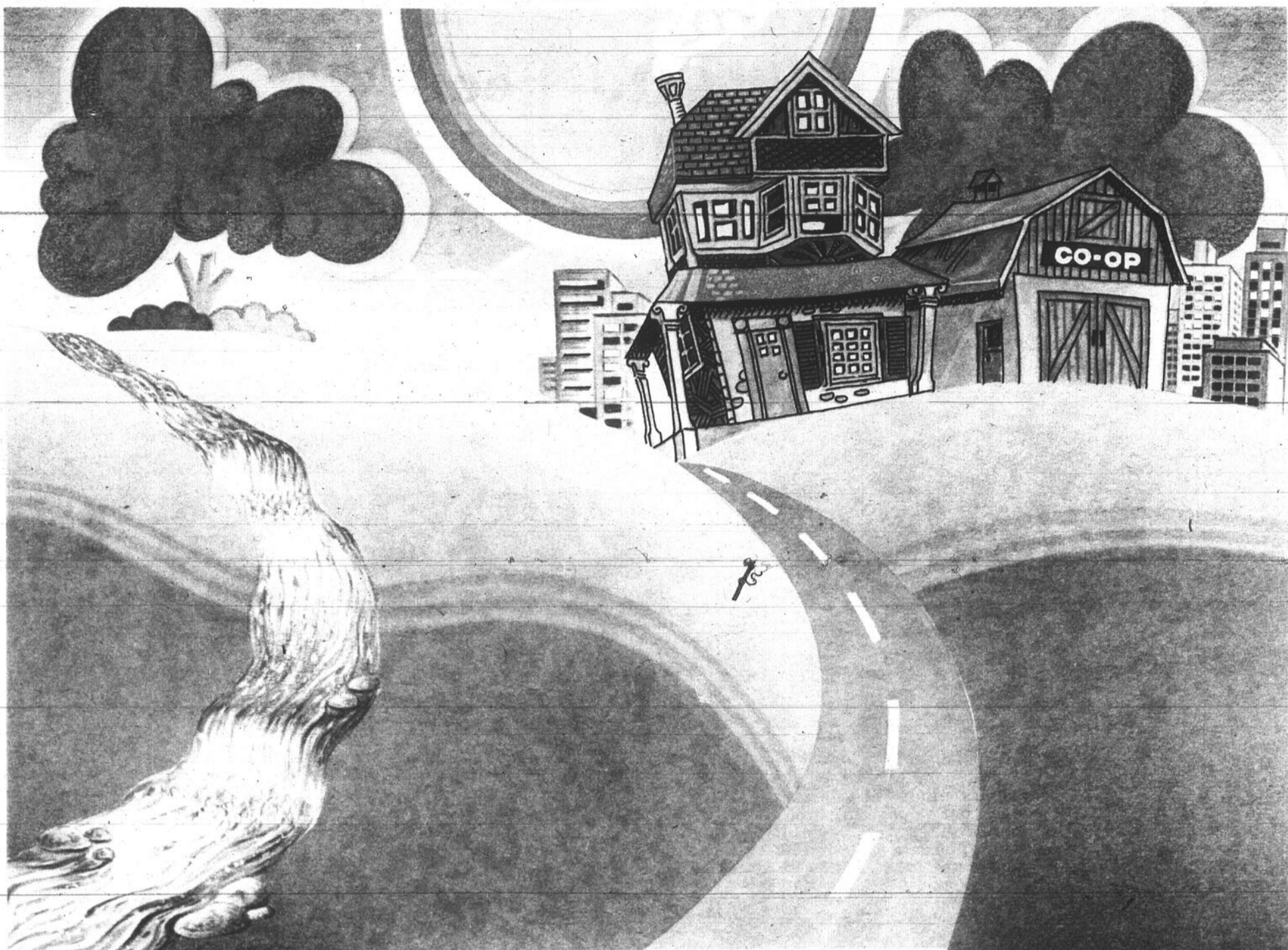
USAGE DOMESTIQUE
FACTURES MENSUELLES

VILLES	500kwh	1,000 kwh
(Note: en partant du taux à Montréal de \$9.10 pour 500 kwh et de \$14.60 pour 1,000 kwh)		
Darmouth, Nouvelle-Ecosse	\$10.10	\$16.10
Fredericton, Nouveau-Brunswick	\$10.60	\$18.10
Halifax, Nouvelle-Ecosse	\$10.10	\$16.10
Hamilton, Ontario	\$10.29	\$15.25
Saskatoon, Saskatchewan	\$10.10	\$17.10
Toronto, Ontario	\$ 9.55	\$14.59
Vancouver, C. britannique	\$11.20	\$16.70

(Ces chiffres établis par l'Hydro-Québec au 1er janvier 1974)



Voici un croquis de ce que sera la deuxième usine nucléaire de Gentilly. Une fois terminée, cette usine augmentera en kilowatts l'énergie produite par l'Hydro.



C'est pour vous que nous sommes dans le paysage:

le ministère
des Richesses naturelles

Notre rôle

Le ministère favorise l'exploitation et l'utilisation des richesses naturelles du Québec au bénéfice de la population.

Comment il s'exerce

Par l'élaboration de politiques visant à promouvoir et valoriser le potentiel industriel et économique.

Par son action, le ministère contribue à l'exploration du domaine minier, à la gestion de l'eau, au rendement optimal du secteur énergétique (électricité, gaz, pétrole) et au bien-être des populations autochtones.

(418) 643-8045



MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES



Des "curés" à la mode de 1974

Le rôle joué par les délégués régionaux du ministère de l'Industrie et du Commerce

Au 31 mars 1974, selon les toutes dernières statistiques du ministère de l'Industrie et du Commerce, il existe présentement 256 projets à l'étude dans la section des nouvelles entreprises et 447 dans la section des expansions, ce qui représente un montant total d'investissements de \$1.326.285.513 et la création de plus de 24.000 nouveaux emplois.

Cette simple statistique illustre bien une des nombreuses facettes de l'énorme travail accompli au ministère de l'Industrie et du Commerce. Cette tâche est assumée par 36 professionnels, agents de développement industriel, répartis dans 14 régions administratives et 20 fonctionnaires oeuvrant dans les bureaux régionaux, dans tous les coins de la province.

Ces délégués régionaux, de nous dire un porte-parole du ministère, jouent un rôle que les curés de paroisses ont joué pendant si longtemps. Ils sont de véritables missionnaires qui reçoivent toutes les "confessions" et qui

trouvent les réponses. Leur travail consiste en quelque sorte en des opérations de sauvetage.

Au cours de la seule année de 1973, ces délégués ont travaillé pour l'implantation au Québec de quelque 182 nouvelles entreprises, dont l'investissement total a été de \$240.235.183, ce qui a créé plus de 8.000 emplois. Au 31 mars 1974, le Québec a enregistré 78 nouvelles entreprises, pour une somme totale en investissements de plus de \$200 millions. Les délégués régionaux, par leurs séances d'informations données aux municipalités, aux agglomérations, aux autres organismes à vocation de développement industriel ont largement contribué à la création de nouveaux commissariats industriels, de zones et de parcs industriels.

Au cours de l'année 1974, on compte se livrer aux activités suivantes:

Visites industrielles	1750
Consultations	8.000

Le ministère a l'intention d'organiser sept cours dans des régions où il faut résoudre certains importants problèmes. Ces cours ont comme objectif la sensibilisation des participants ainsi que la définition du rôle de la commission industrielle et du commissaire industriel. Il faut dire également que l'on continuera de participer à l'opération Fantus, soit dans la phase de sollicitation aux Etats-Unis.

Au 31 mars dernier, la synthèse des rapports annuels des régions administratives a démontré 256 projets à l'étude dans la section des nouvelles entreprises, ce qui pourrait représenter près de 24.000 emplois.

LE SYSTEME METRIQUE

A l'heure actuelle, le ministère provincial de l'Industrie et du Commerce agit comme secrétariat permanent du transfert au système métrique. Les industries vont probablement donner le ton dans ce domaine. Ces experts du ministère aideront les manufacturiers à se préparer au changement.

Le travail accompli par les 12 délégations du Québec à l'étranger

Un des points les plus importants du ministère de l'Industrie et du Commerce est celui des "Services internationaux". Le Québec compte actuellement 12 délégations à l'étranger, dont le "dernier-né", celle du Japon.

Disons au début que les objectifs spécifiques de ce service peuvent se résumer ainsi:

1) Recherche de débouchés extérieurs, en exportant les produits du Québec;

2) Recherche d'investissements étrangers pour de nouvelles implantations ou l'expansion des filiales existantes.

A l'heure actuelle, les délégations, de New York et de Chicago, aux Etats-Unis, de Dusseldorf, en Allemagne, et de Milan, en Italie, de

l'Angleterre et de la France sont parmi les plus actives. Il faut dire que les délégations américaines effectuent un excellent travail auprès des sociétés multinationales, tandis que celles de Dusseldorf et de Milan se sont spécialisées pour amener des investissements au Québec. Enfin, pour les accords industriels, ce sont les délégations de Londres et de Paris qui ont connu beaucoup de succès.

La direction des Services internationaux du ministère organise des missions d'industriels québécois à l'étranger et invite des hommes d'affaires étrangers à visiter les établissements industriels du Québec. Tout le long de l'année, il y aura l'accueil des acheteurs

étrangers, la consultation, auprès des industriels québécois en matière de techniques d'exportations, l'analyse des marchés extérieurs, l'organisation de participations individuelles à des expositions.

Une des promotions du ministère qui a remporté beaucoup de succès est sans contredit sa semaine journalistique de la mode. Lancée il y a quelques années seulement, le prochain "Montréal-Mode 74" aura lieu au mois de juin. Cette semaine attire les chroniqueurs de modes de tous les Etats-Unis. La publicité qu'en ont retirée les couturiers québécois dans les grands organes d'information américaine, soit la presse écrite et électronique, est extraordinaire.

PROGRAMME DES MISSIONS QUÉBÉCOISES

DATES	SECTEUR	ENDROIT
9 au 15 septembre	Pharmaceutique	Hambourg, Allemagne Prague, Tchécoslovaquie Bale, Suisse
11 au 23 septembre	Multi-secteur	Budapest, Hongrie
20 au 30 octobre	Multi-secteur	Stockholm, Suède Helsinki, Finlande
10 au 12 décembre	Matériaux de construction	Chicago



PROGRAMME DES MISSIONS QUÉBÉCOISES EN 1975

DIVISION DES ACCORDS INDUSTRIELS

DATES	SECTEUR	ENDROIT
19 au 23 janvier 1975	Construction	Dallas
26 au 30 janvier 1975	Air climatisé chauffage	Atlantic City
2 au 5 février 1975	Industries du béton	Nouvelle Orléans
9 au 15 février 1975	Equipement et construction routière	Chicago

Une source de qualité de vie

L'électricité libère l'homme de diverses contraintes physiques, et elle l'aide à développer nombre d'activités parmi les plus humainement satisfaisantes.

Utilisée à bon escient, l'électricité est un facteur de qualité de vie pour les Québécois.

On est
Hydr  Québécois





La main-d'oeuvre québécoise est d'une qualité remarquable

La qualité de la main-d'oeuvre du Québec représente un facteur qui entre de plus en plus en ligne de compte dans les décisions des entreprises internationales de s'implanter au Québec.

Grâce à un important programme d'équipement scolaire et de formation professionnelle, on trouve maintenant sur le marché du travail une main-d'oeuvre nombreuse et capable de s'adapter rapidement aux multiples exigences des techniques modernes: qu'il s'agisse de construction aéronautique, d'électronique, de mécanique, d'industries chimiques, etc.

Chaque année, la main-d'oeuvre québécoise est constamment enrichie par l'arrivée d'immigrants, dont la moyenne d'âge est de moins de 30 ans. En 1971, le Québec a accueilli 19,222 immigrants, alors qu'en 1972, on estime le total à 17,000 environ.

La main-d'oeuvre québécoise s'établissait à 2,426,000 personnes en 1972, comparativement à

1,852,000 dix ans auparavant, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,7%.

Comme cela se produit dans toutes les sociétés où l'industrialisation est poussée, il y a prédominance marquée du secteur tertiaire. Les relations patronales-ouvrières peuvent être qualifiées de bonnes au Québec. Le nombre de jours-homme perdu à cause des grèves et lock-out y est relativement moins élevé qu'ailleurs en Amérique du Nord, en particulier dans l'industrie manufacturière.

L'éducation

Pour répondre aux exigences de la société nord-américaine fortement industrialisée, le gouvernement du Québec a donné priorité à l'éducation au cours des années 1960. Outre la réforme complète du système d'éducation, le Québec a construit et équipé des centaines de nouvelles écoles, plusieurs universités et des centres modernes de formation professionnelle qui sont en mesure de donner, en collaboration avec le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre et d'autres services gouvernementaux, des cours d'éducation aux adultes, de formation professionnelle et de recyclage.

Il y a actuellement, au Québec, 39 collèges d'enseignement général et professionnel — Cégep — dispensant l'enseignement de plus de 50 disciplines, allant de la mécanique à l'électrodynamique et à l'administration.

L'enseignement y est gratuit. Les élèves qui en ont besoin peuvent se prévaloir du régime de prêts et bourses du gouvernement. De ces collèges sortent, chaque année, des milliers de techniciens bien préparés et en mesure d'accomplir les tâches les plus complexes de l'ère moderne.

Les progrès considérables accomplis dans le domaine de l'éducation d'une part, le rythme relativement lent auquel les emplois sont créés depuis 1967 d'autre part, expliquent qu'il y ait actuellement des ouvriers qualifiés en abondance au Québec.

Les télécommunications

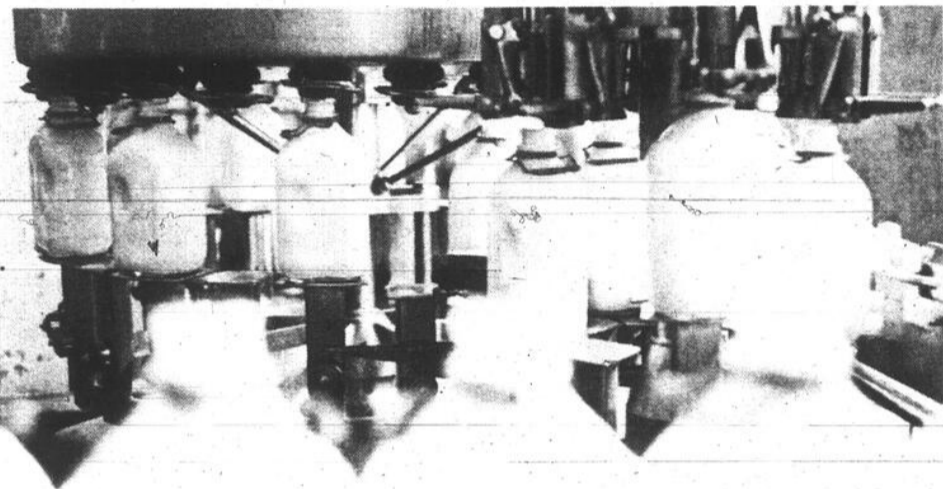
Le Québec est à l'avant-garde dans le secteur des télécommunications; il possède un système bien intégré et des plus modernes. Le service téléphonique est assuré, dans la majeure partie de la province, par la société Bell Canada avec une grande efficacité. A Montréal, on dispose

d'un centre de commutation électronique, l'une des premières installations du genre au monde et la première au Canada.

Cette nouvelle technique qui ouvre des perspectives intéressantes aux hommes d'affaires et aux abonnés privés, fut inaugurée à Expo 67. Les services de Data-Phone, Data-Line, Multicom, Touch-Tone, de secrétariat téléphonique, etc., sont presque partout disponibles à travers le Québec.

Montréal est le principal centre canadien d'acheminement des communications internationales, assurées par la Société canadienne de télécommunications transmarines et, de ce fait, se trouve relié à quelque 200 pays. Il est en même temps le siège social de la société Bell Canada, du système de télécommunications CN/CP et de Radio-Canada.

Le Québec peut donc compter sur un service de haute qualité et à la fine-pointe du progrès dans le secteur des télécommunications. Au chapitre des perfectionnements récents, citons le lancement du satellite spatial ANIK 1 par la société Télésat, une étape majeure dans la réalisation du programme canadien de télécommunications par satellites.



Dans le domaine des produits laitiers, le Québec connaît, depuis quelques années, plusieurs fusions réalisées avec l'aide de la Société de développement industriel. La Coopérative agricole de Granby, à ce chapitre, est l'un des "géants" de cette industrie.

mine de rien

en 8 ans

mine de cuivre de Louvicourt; La Société Minière Louvem Inc. / découverte de gîtes de columbium à Saint-Honoré et à Saint-André d'Argenteuil, de sel aux Iles-de-la-Madeleine, de nickel et cuivre à La Tuque / valorisation des gîtes de magnétite titanifère à Mingan (Magpie) et de titane à Saint-Urbain / mise au point d'instruments électroniques: électromagnétomètre aéroporté léger Emal 19, équipement de polarisation provoquée SIP 2.

SOQUEM

2383, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy, Québec
G1V 1T1
Tel.: (418) 658-5400





Le Québec, gigantesque réservoir de ressources naturelles à peine entamé

Le Québec, s'étend sur un territoire de 580.000 carrés, qui couvrirait l'Espagne, le Portugal, la France, la Belgique, la Suisse et la République fédérale allemande. Ce vaste territoire, dont un cinquième seulement est habité, constitue un gigantesque réservoir de ressources naturelles à peine entamé.

Le Québec est cependant plus qu'un potentiel, c'est déjà une puissance industrielle et un marché considérable. Le produit national brut québécois — PNB — était de l'ordre de \$25 milliards en 1972 et représentait 24% du PNB canadien.

Le niveau de vie des

Québécois, par ailleurs, figure parmi l'un des plus élevés au monde, si l'on en juge par un indicateur tel le PNB par habitant. Bien qu'inférieur à celui des Etats-Unis, il dépasse en effet largement celui de la plupart des pays industriels.

Après avoir bénéficié d'une croissance rapide durant la première partie des années '60, l'économie québécoise a subi un certain ralentissement vers la fin de la décennie. Ce fléchissement s'explique principalement par la récession qui a affecté l'ensemble de l'économie nord-américaine à l'époque.

La reprise amorcée depuis le quatrième trimestre de 1970 s'est poursuivie en 1971 et 1972. Elle a atteint un record en 1973. Le PNB québécois, en termes réels, s'est accru de 5,4% en 1972, soit son taux de croissance le

plus élevé depuis cinq ans. Cette vitalité de l'économie apparaît également dans l'augmentation des investissements qui ont progressé deux fois plus vite au Québec qu'au Canada en 1972.

Cette évolution a été particulièrement remarquable dans le secteur manufacturier où la hausse des immobilisations, c'est-à-dire de la partie des investissements qui a pour but d'augmenter la capacité de production des entreprises, a été de 23,6% au Canada.

PRIX ET SALAIRES

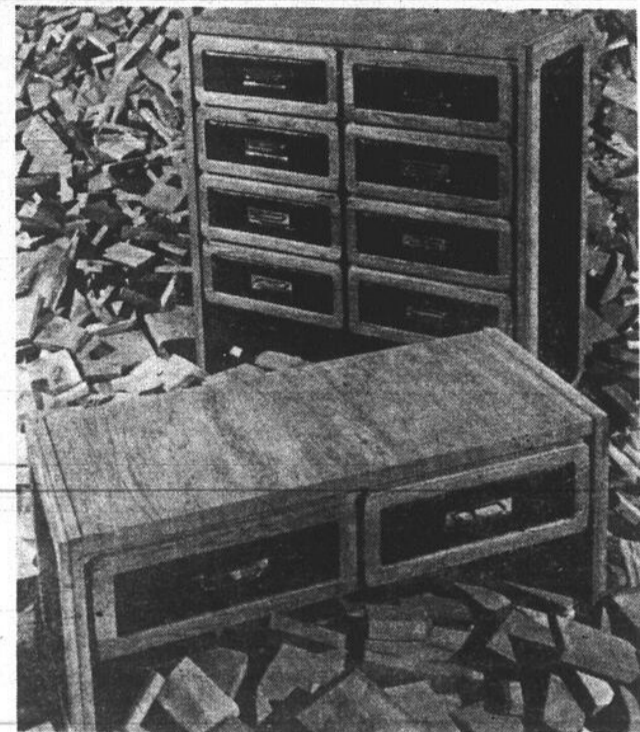
Cette reprise de l'activité économique au Québec s'opère par ailleurs dans le cadre d'une performance satisfaisante des prix et des salaires qui, comme par le passé, croissent moins rapidement que dans l'ensemble du Canada.

La croissance rapide de l'économie québécoi-

se devrait se poursuivre — en fait elle s'est poursuivie à un rythme accéléré en 1973 — et même s'accélérer au cours des prochaines années. A moins d'une forte récession imprévue sur le continent nord-américain.

C'est donc dans un contexte particulièrement avantageux que les entreprises intéressées sont appelées à s'implanter au Québec. Elles y trouveront en effet toutes les ressources matérielles et humaines qu'elles peuvent souhaiter, en plus d'un climat socio-économique particulièrement favorable.

Les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux sont en effet soucieux d'assurer aux entreprises des conditions de fonctionnement idéales et c'est à ce titre qu'elles peuvent espérer leur aide financière, technique, administrative, etc.



L'industrie du meuble, au Québec, prend de plus en plus de l'expansion et cherche maintenant à s'implanter sur le marché international.

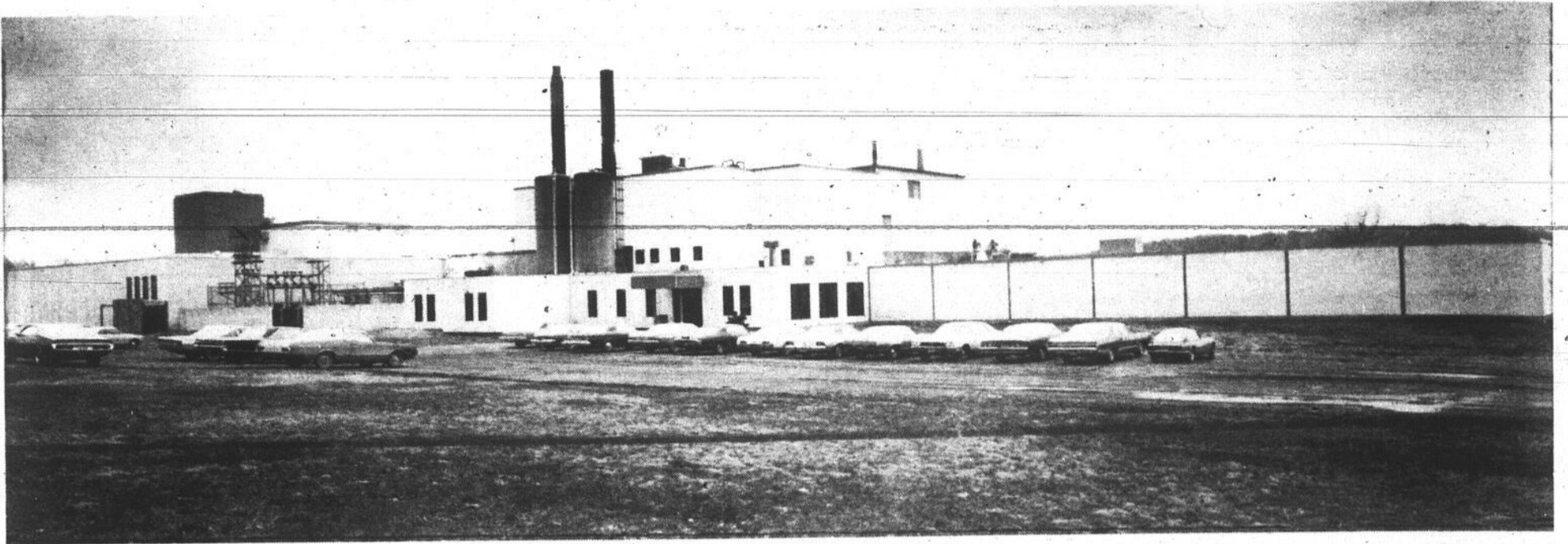
24 heures sur 24...

nos équipes d'entretien sont à votre service!



az Métropolitain, inc.

Le Gaz Naturel, c'est tellement mieux.



La plus grande fabrique de fromage au monde

La production et la consommation de fromage augmenteront en 1974 aussi bien au Québec qu'au Canada. Il en sera de même pour les exportations.

Les revenus de la vente du lait et de la crème, abstraction faite des subventions, pourraient atteindre le chiffre record de \$1 milliard.

La plus grande fabrique de fromage au monde est au Québec. Elle est située à Notre-Dame-du-Bon-Conseil et est la propriété de la

Coopérative agricole de Granby.

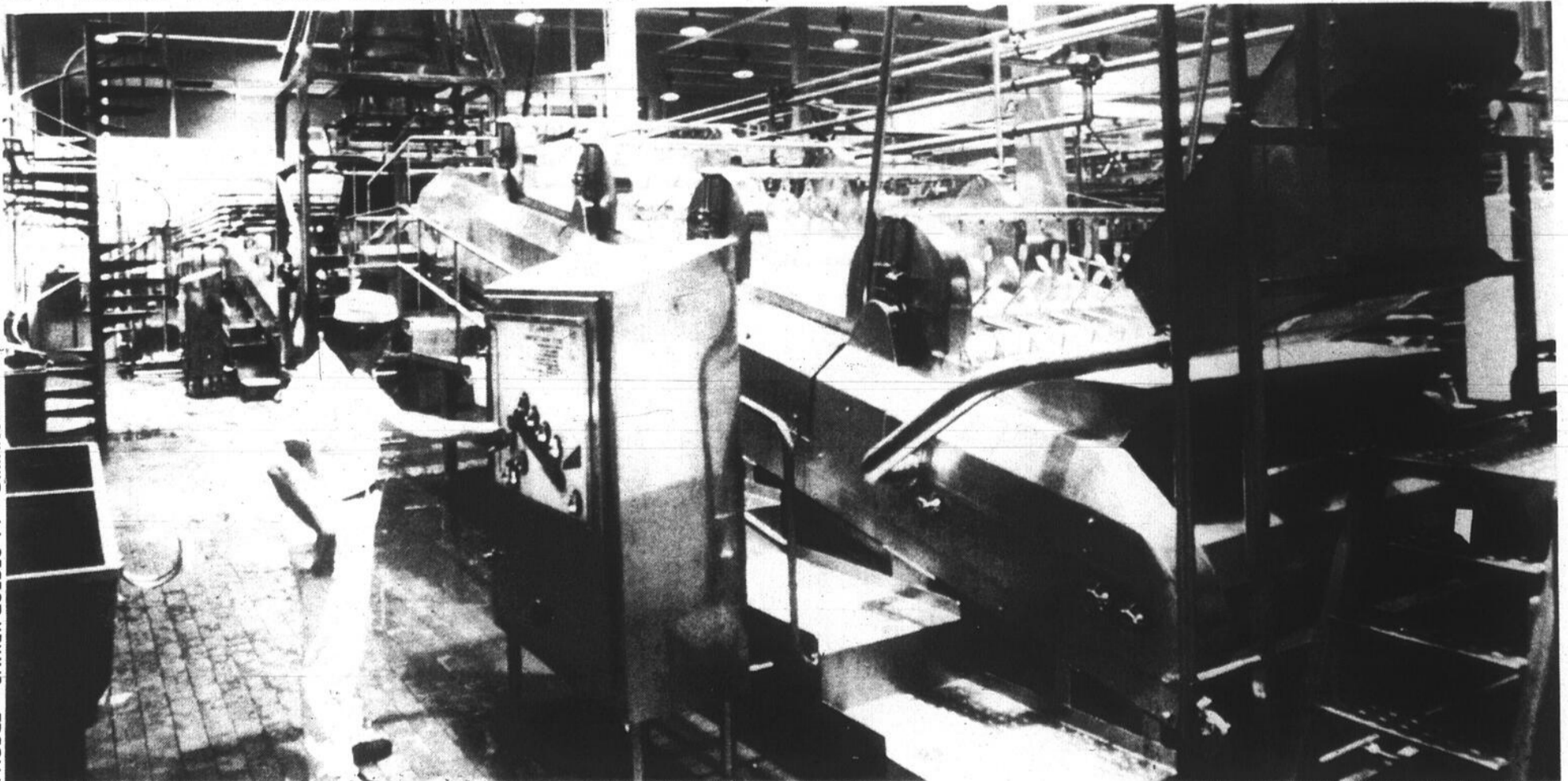
La production du cheddar devrait augmenter de 200 millions de livres ou plus, cette année, selon les possibilités d'exportations. Quant à la consommation domestique, elle devrait poursuivre sa marche ascendante. Les exportations de cheddar pourraient s'accroître si des ententes tarifaires satisfaisantes sont conclues avec la Communauté économique européenne, relativement à l'entrée du cheddar af-

finé sur le marché du Royaume-Uni. Les exportations de cheddar aux États-Unis devraient également augmenter cette année.

La production des autres fromages de spécialité devrait continuer à augmenter, de même que la consommation totale et par habitant. Les ventes de fromage cottage dépasseront modérément les niveaux de l'an dernier. La Nouvelle-Zélande est le pays qui suit le Canada, dans la production des fromages.

- Elle est la propriété de la Coopérative agricole de Granby
- C'est l'usine de

Notre-Dame-du-Bon-Conseil



Un événement marquant en 1974...



LA COOPÉRATIVE AGRICOLE DE GRANBY

a créé

Québec-Lait

et lancé la gamme complète des produits

Québon

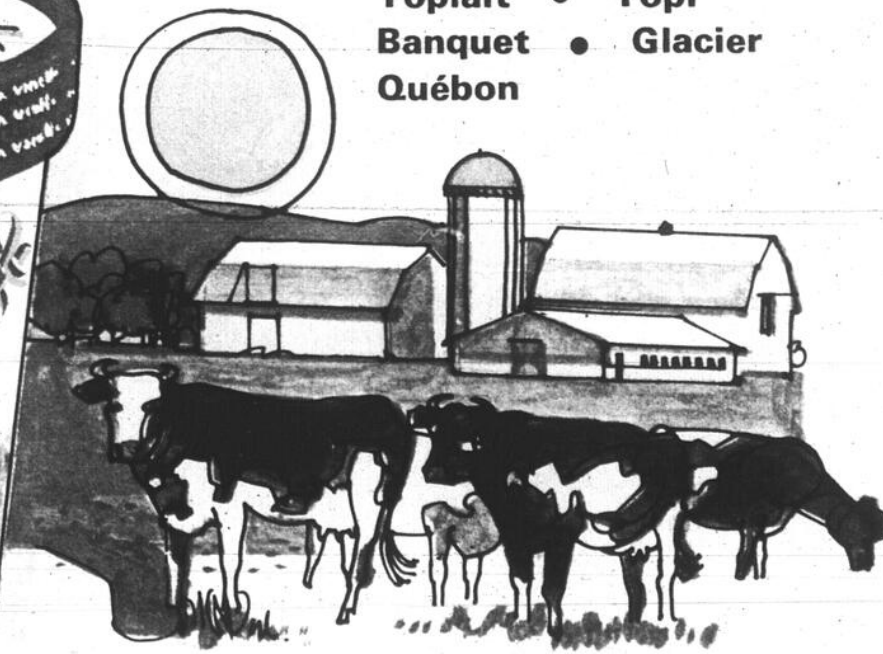


Par la création de Québec-Lait, la Coopérative Agricole de Granby — plus que jamais l'industrie laitière No 1 au Canada — a réussi l'entrée spectaculaire que prévoyait son programme d'expansion dans les secteurs du lait nature et de la crème glacée.

Coopérative mettant à l'honneur les méthodes de marketing appliquées par les grandes sociétés commerciales et industrielles, la Coopérative Agricole de Granby sert les intérêts de ses 8853 sociétaires québécois et toute la population du Québec.

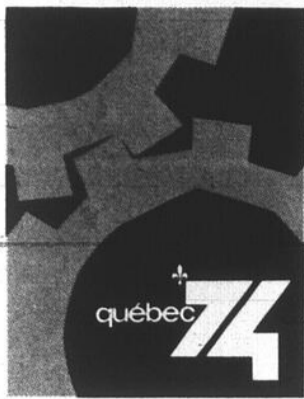
Les principales marques de la CAG et de sa filiale Québec-Lait:

Crino • Milko
Yoplait • Yopi
Banquet • Glacier
Québon



LA COOPÉRATIVE AGRICOLE DE GRANBY

contribue efficacement au développement économique du Québec



L'EST du Québec bénéficiera de la nouvelle entente survenue entre Ottawa et Québec

Les résidents de l'Est du Québec vivent de trois ressources majeures: l'agriculture, la forêt et les pêches.

Face à l'incapacité de ces secteurs de faire vivre décemment les gens qui en dépendent, le BAEQ et l'Entente Canada-Québec proposent comme objectifs principaux:

- La modernisation des secteurs de base: agriculture, forêts et pêches pour y créer des emplois stables et rémunérateurs.
- La création d'activités dynamiques nouvelles dans les secteurs: industrie, mines, tourisme, récréation et développement culturel.
- La mise en place d'équipements de voirie, de transport, d'aménagement urbain, de services sociaux et de santé.
- Le reclassement de la main-d'oeuvre par des cours accélérés et diverses initiatives sociales.

Dans le secteur agricole, la première tâche est de réaffecter les terres impropres à l'agriculture. Dix paroisses marginales sont fermées et leur territoire retourné à la forêt.

Quant aux terres agricoles, un zonage permet de déterminer celles qui sont propices à la production laitière ou à l'élevage.

Une nouvelle mesure d'aide à l'hivernement du boeuf de boucherie et du mouton, encourage les cultivateurs et les groupements agroforestiers des zones impropres à la production laitière à s'orienter vers l'élevage.

D'autre part, une soixantaine de producteurs, localisés surtout dans Rivière-du-Loup, s'orientent vers la production de pommes de terre de semence.

La majorité des agriculteurs demeurent, toutefois, des producteurs laitiers: environ 3.000 de lait industriel et 200 de lait naturel.

Grâce au programme de fusion des petites beurrieres, les usines de lait industriel passent, en 7 ans, de 53 à 5. La centralisation des administrations, la modernisation des usines et l'organisation d'un réseau de ramassage plus efficace permettent une hausse du revenu moyen de production de lait industriel de \$1.650 par année.

En 10 ans, le nombre de fermes commerciales

passé de 630 à 2.355, soit une augmentation de 273% comparative-ment à une hausse moyenne de 88% au Québec.

L'exploitation des forêts doit être réorganisée. Il y faut stabiliser l'emploi, hausser les salaires et augmenter la production pour répondre aux besoins croissants de l'industrie du bois de sciage et de pâte à papier.

Le rachat de concessions permet l'établissement et l'agrandissement de quatre forêts domaniales d'une étendue de 4.000 milles carrés. Administrées par la Société d'Etat REXFORD, elles fournissent du travail, entre autres, à quelque 800 personnes défavorisées.

Sous la pression des Opérations Dignité et avec la collaboration du Fonds de Recherches

une main-d'oeuvre spécialisée. A la morue et au maquereau, d'autres espèces doivent s'ajouter: crabes, crevettes, pétoncles, moules.

Un inventaire des stocks du golfe St-Laurent et l'essai de nouveaux engins de pêche sont actuellement en cours.

Ce travail sera facilité par l'établissement à l'Université de Rimouski d'un centre d'océanographie équipé d'un navire laboratoire.

Progressivement, la pêche côtière saisonnière et peu rentable, est soit renouvelée, soit remplacée par la pêche en haute mer.

Des subsides permettent la construction de 15 autres chalutiers de 60 à 130 pieds portant à 96 la flotte hauturière du Québec.

Pour centraliser les activités de pêche et les rendre plus rentables,

On ouvre les mines

Madeline à l'exploitation en construisant une route dans les monts McGerrigle. Résultat: 225 emplois réguliers. Par les méthodes les plus modernes, dont le relevé de quelque 2.700 forages, on établit la carte minière de la région.

Le rehaussement du barrage Morin accroît la production d'électricité nécessaire à l'industrie et permet le drainage de 4.400 acres de bonnes terres agricoles.

En tourisme: la région doit compter trois parcs de plus: Chics-Chocs, Bic et Forillon. Ce dernier, à lui seul, doit fournir du travail à 245 personnes.

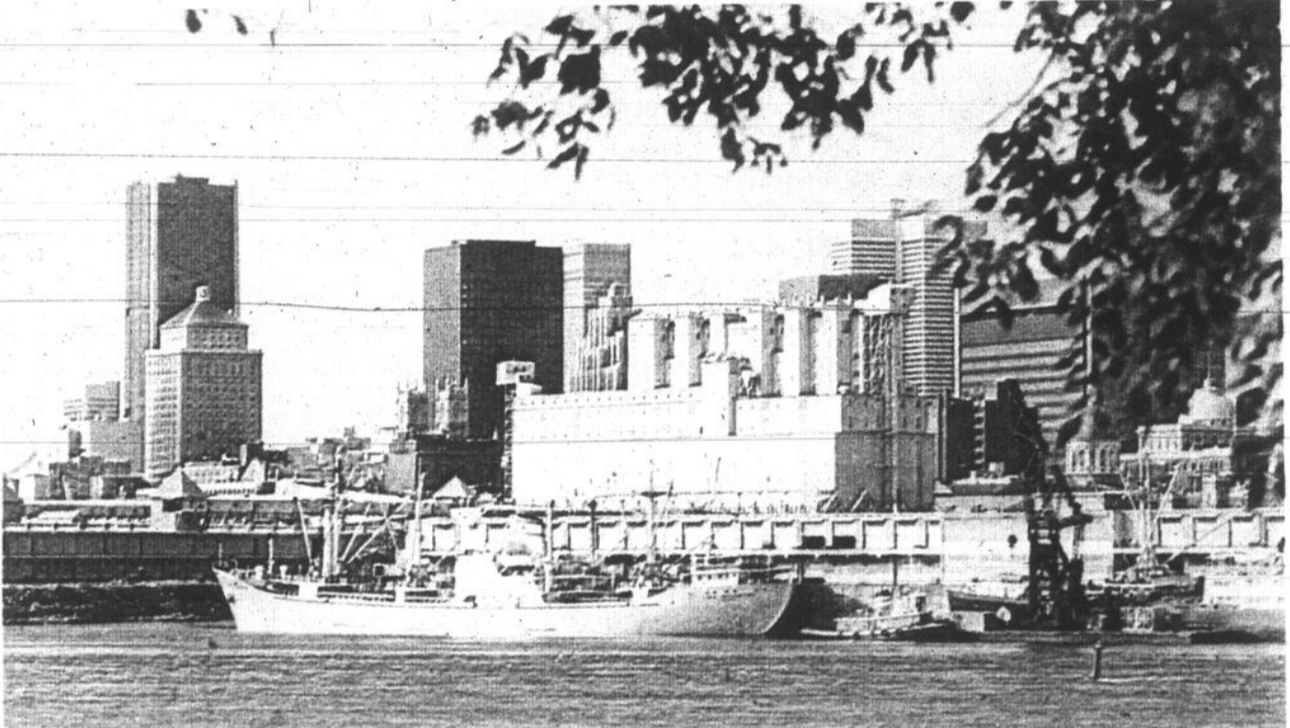
Le gouvernement achète l'Île Bonaventure

du-Loup, Témiscouata. Les artisans reçoivent une aide à la création et à la mise en marché de leurs produits.

Autres activités nouvelles: reconstruction du Fort Ingall, Conservatoire de musique, quatre musées, aide aux festivals.

La modernisation de l'agriculture, des forêts et des pêches de même que la création d'activités nouvelles, en tourisme, en industrie et en tout autre domaine, exigent la mise en place d'équipements tels les routes, les transports maritimes et aériens, l'aménagement urbain, la construction d'habitation et l'établissement de services sociaux et hospitaliers.

En voirie: près de 400 milles de routes nouvelles.



forestières de l'Université Laval, un mode d'exploitation collective s'établit dans deux unités d'aménagement groupant une quarantaine de paroisses. Jusqu'ici: un budget de \$3.600.000 et la création de quelque 104 emplois à temps plein et de 589 à temps partiel.

Répondant aux mêmes désirs de vivre à même les ressources locales, des groupements forestiers se forment dans les régions de l'Ascension, St-Cyprien, New-Richmond et Auclair.

Pour alimenter tous ces travaux de reboisement, les pépinières de Ste-Luce, St-Modeste, New-Carlisle et Caplan, produisent en 5 ans, 70.000.000 de plants dont 33 millions pour la seule région de l'Est.

Les revenus de la plupart des pêcheurs gaspésiens sont nettement insuffisants.

Il faut moderniser l'équipement et former

les usines de transformation existantes se groupent dans les parcs industriels de Rivière-au-Renard, Cap-aux-Meules et Paspébiac et le mini-parc de Grande-Rivière.

Vers ces usines seront transportées par camions réfrigérants les prises provenant des points de débarquement: Millerand, Etang-du-Nord, Gascons, Cloridorme et les Méchins.

En même temps qu'on réorganise l'agriculture, les forêts et les pêches, il faut créer des activités nouvelles, sources d'emplois.

Dans l'industrie: 57 entreprises bénéficient d'études de rentabilité et des marchés; sept municipalités reçoivent une aide spéciale pour des travaux favorisant l'implantation industrielle; la Société de gestion de l'Est du Québec est mise sur pied au profit des entreprises existantes et celles qui veulent s'éta-

re. Percé, décrété arrondissement naturel, devient, avec Forillon, le centre d'attraction touristique par excellence: piscine, camping, centre d'interprétation de la nature, promenades, routes panoramiques y sont établis.

Divers équipements sont mis en place à Carleton, Mont St-Pierre, Trois-Pistoles, Rimouski, Matane, Amqui, Métis, Îles-de-la-Madeleine, Gaspé, Chandler, Causapsal, New-Richmond, Anse Pleu-

re et Rivière-du-Loup. On subventionne dans les zones prioritaires et les étapes touristiques, la construction de motels et chalets pour touristes.

On aménage des centres sportifs et récréatifs dans huit municipalités.

On crée un réseau d'auberges de jeunesse: Percé, Saint-Omer, Mont Saint-Pierre, Matane, Rimouski, Rivière-

MUNICIPALITES	LONGUEURS (milles)
ZONES TOURISTIQUES:	
A - Percé	24,6
B - Mont St-Pierre	1,0
C - Carleton	7,9
TRANS-CANADIENNE	
1. Rivière-du-Loup - Cacouna	12,3
2. Trois-Pistoles	6,3
3. Rimouski Est-Ouest	5,5
4. Saint-Fabien	2,2
5. Saint-Fabien - Bic	6,0
6. Mont-Joli - Grand-Métis	4,6
8. New-Richmond - Bonaventure	31,7
9. St-Godefroi, Port Daniel, Gascon	22,0
10. St-Moise, Savabec	9,3
11. Sainte-Florence, Matapédia, Pointe-à-la-Croix	51,7
12. Haldimand, Gaspé	8,8
13. Forillon	32,0
14. Grande-Rivière (pont)	0,0
15. Nouvelle	2,2
16. Percé (Cap d'Espoir)	4,0
17. Marsoui, Anse-Oleuseuse	23,4
18. Newport, Cap-d'Espoir	34,7
19. Îles-de-la-Madeleine	52,8
20. Maria Canton	7,9
	378,5

Transports maritimes: la Manic assure désormais la liaison entre les Îles-de-la-Madeleine et la terre ferme; un traversier brise-glace devant relier Matane à la Côte Nord est en construction.

Transports aériens: nouvelles aéroports à Mont-Joli et Gaspé.

Aménagement urbain: confection de plans directeurs d'urbanisme pour 20 municipalités et

de plans directeurs d'aqueduc et d'égouts pour 16.

On accorde des subventions à 31 municipalités pour l'amélioration des réseaux d'aqueduc et d'égouts.

On construit 1.200 logements à loyer modique dans les villes suivantes: Dégelis, Notre-Dame-du-Lac, Cabano, Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles, Rimouski, Amqui, Causapsal, Matane, Cap-Chat, Ste-Anne-des-Monts, Cap-Desrosiers, Gaspé, Grande-Rivière, Chandler et New-Richmond.

D'ici 1976, en plus de l'aide à l'amélioration des hôpitaux de Maria de RIMOUSKI? L'Entente de Rimouski, L'Entente Canada-Québec aura contribué à l'établissement de centres locaux les services communautaires dans plus d'une quinzaine de municipalités de la région.

L'exploitation efficace et rentable des ressources et la mise en opération d'activités nouvelles ne peuvent se réaliser sans la participation et le support d'une main-d'oeuvre qualifiée.

C'est pourquoi un effort particulier est fait dans l'Est du Québec dans le domaine de la formation et du retour au travail.

En 5 ans, 67.000 adultes se prévalent du programme de formation générale et professionnelle.

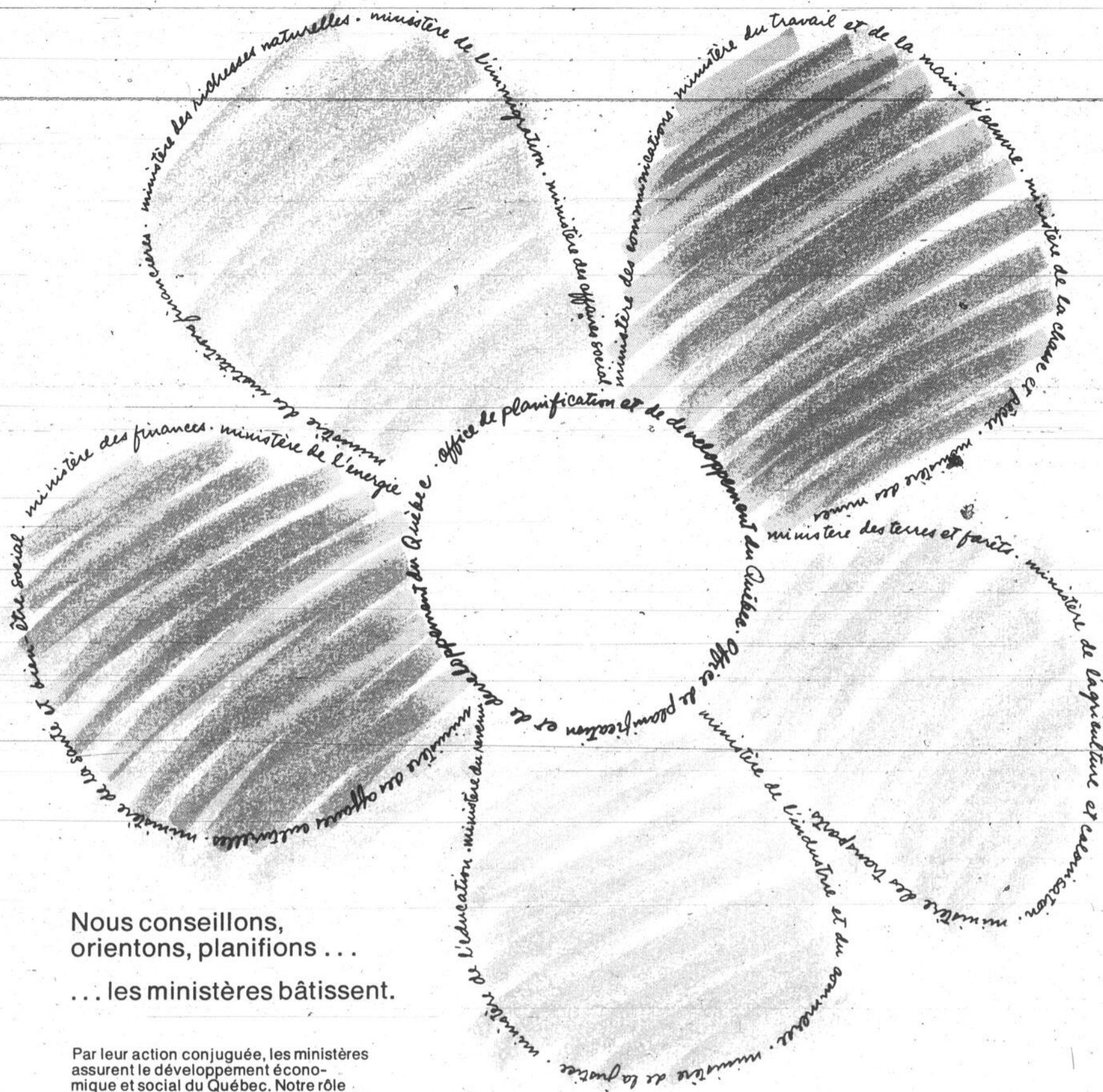
10.000 personnes complètent leurs cours de formation professionnelle. De ce nombre, 7.000 se trouvent un emploi régulier ou saisonnier permanent dans leur domaine.

Plus de la moitié des agriculteurs, soit environ 3.200 suivent des cours spécialisés. 1.200 d'entre eux sont réunis au sein de 57 groupes d'études en rentabilité agricole.

Les seules Opérations dignité I et II fournissent un contingent de plus de 500 ouvriers forestiers aux cours dispensés par des membres du FRUL.

En deux ans, par le biais de divers projets de revalorisation sociale comme, entre autres, la participation à des travaux sylvicoles, touristiques ou récréatifs et les ateliers protégés de Sainte-Flavie et de Sainte-Anne-des-Monts, plus de 1.600 personnes défavorisées trouvent un emploi.

Un programme de subventions et de primes permet aux forestiers mineurs et pêcheurs de se regrouper près de leurs lieux de travail.



Nous conseillons,
orientons, planifions ...
... les ministères bâtissent.

Par leur action conjuguée, les ministères assurent le développement économique et social du Québec. Notre rôle est de leur faciliter la tâche, c'est-à-dire:

- favoriser les relations entre les ministères et organismes gouvernementaux;
- préparer des avis sur les diverses politiques et activités du gouvernement;
- élaborer des plans, programmes et projets d'aménagement et de développement et
- participer à la réalisation de certains projets.

Nous occupons une place importante au sein du gouvernement et nous sommes fiers de participer à l'essor économique du Québec.



OFFICE DE PLANIFICATION
ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC.



Les terrasses

Au cœur de Montréal, un centre d'épanouissement unique au monde, contribue à la relance de l'économie du centre-ville vers de nouveaux sommets.

Montréal à l'heure du 21^e siècle

Après deux années de préparation intense dans le but de concilier des objectifs importants, tant au niveau municipal que commercial, Rouse Québec Ltée en collaboration avec la maison Eaton annoncent la mise en chantier et la construction immédiate du centre commercial, paysagé "Les Terrasses".

Cette entreprise, de plusieurs millions de dollars, sera localisée

dans une zone commerciale de premier plan, soit le quadrilatère formé par le boulevard de Maisonneuve, la rue Sainte-Catherine, Eaton et l'avenue McGill. Ceci a nécessité l'achat de la rue Victoria située entre de Maisonneuve et Sainte-Catherine, pour permettre à la maison Eaton de faire partie intégrante à 75 boutiques avec un garage souterrain pouvant accommoder environ 600 véhicules. La partie aérienne de ce centre commercial: 300.000 pi. carrés répartis sur neuf étages sera utilisée comme espace à bureaux.

First Quebec Corporation participe à cette réalisation, financée par les banques Toronto Dominion et Mercantile du Canada.

Les services d'architecture de Rouse Québec Ltée et la firme d'ingénieurs et d'architectes Webb, Zerafa, Menkes Housden, sont les créateurs de cet ensemble architectural où la nature se marie

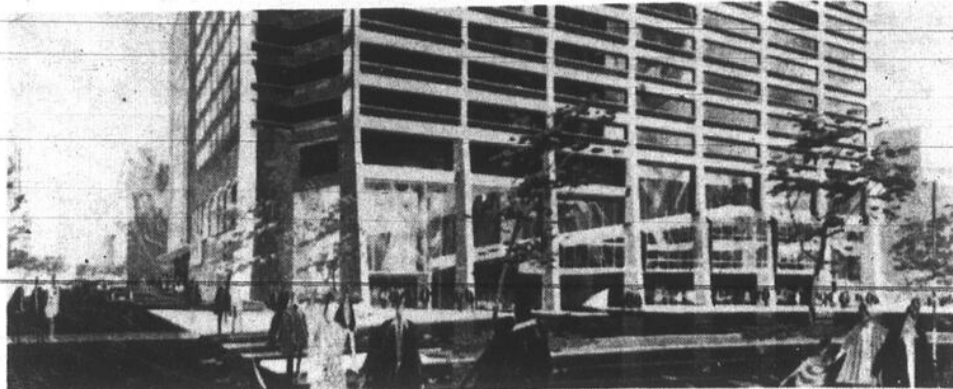
avec les préoccupations humaines, le souci de l'environnement, l'esthétique, le progrès et les exigences du commerce.

Montréal vive la différence!

Partout on a essayé de refléter ce cachet particulier qui caractérise Montréal, son visage international, son esprit fantaisiste et sa mentalité d'avant-garde; ce tout qui a retenu l'attention du monde entier à l'Expo 67.

La rue Victoria reverdit et devient un parc à étages, à ciel ouvert, donnant accès à l'est à la maison Eaton à trois niveaux différents, et à l'ouest, à un vaste triangle commercial en spirale, autour d'un noyau de 4 étages de points de vente.

La clientèle bénéficiera aussi de nouveaux accès, d'une extension majeure de la mezzanine de la station de métro McGill, de même



Nouvel ensemble commercial

Cette vue du boulevard de Maisonneuve vers l'est nous permet de voir un aspect du nouvel ensemble commercial abritant des établissements de commerce au détail et des bureaux. Cet angle visuel des Terrasses est pris du boulevard de Maisonneuve et l'avenue McGill College.

Bruce D. Alexander, vice-président de Rouse Québec Ltée

"Réaliser un projet de l'envergure de "Les Terrasses" au goût de la population de Montréal; c'est un défi fort intéressant", déclare monsieur Alexander, vice-président de Rouse Québec Ltée.

"La maison Eaton en cédant une partie de ses biens immeubles a contribué largement à la réalisation de ce vaste projet. De plus, en s'intégrant entièrement au projet, Eaton a posé un geste d'avant-garde

pour revitaliser et stimuler la vitalité et la croissance économique du centre-ville."

Monsieur Alexander tient aussi à remercier le maire, l'administration de la ville de Montréal et la Commission urbaine de transport métropolitain pour l'intérêt amical qu'ils ont manifesté, pour le travail constant et ardu, sans quoi ce projet ne pourrait être réalisable.

La mise en chantier est chose faite et la construction commence immédiatement. La date d'ouverture est fixée pour octobre 1975.

Attrait touristique visuel comparable à Expo '67

MONTRÉAL, VIVE LA DIFFÉRENCE!

Les services d'architecture de Rouse Québec Ltée et la firme d'ingénieurs et d'architectes Webb, Zerafa, Menkes Housden sont les créateurs de cet ensemble architectural "Les Terrasses" où la nature se marie avec les préoccupations humaines, le souci de l'environnement, l'esthétique, le progrès et les exigences du commerce.

Partout on a essayé de refléter ce cachet particulier qui caractérise Montréal, son visage international, son esprit fantaisiste et sa mentalité d'avant-garde; tout ce qui a retenu l'attention du monde entier à l'Expo 67.

"Les Terrasses" c'est un nouvel attrait touristique qui fera d'emblée l'admiration de la population et des visiteurs.

Concept ouvert — Accès réalisés sur différents niveaux

La rue Victoria reverdit et devient un parc à étages, à ciel ouvert, donnant accès à l'est à la maison Eaton à trois niveaux différents, et à l'ouest, à un vaste triangle commercial en spirale, autour d'un noyau de 4 étages de points de vente.

L'entrée du mail de verdure protégée 12 mois par année par un rideau d'air

Un système spécial de circulation d'air permet une température contrôlée même durant la mauvaise saison. On utilisera à cet endroit les mêmes revêtements de plancher à l'intérieur qu'à l'extérieur et la place sera déneigée automatiquement.

A 50 pieds du sol, une vaste terrasse à ciel ouvert pourra dans un avenir prochain devenir un carrefour récréatif et social en plus de revêtir un cachet unique pour les neuf étages à bureaux, qui complètent la partie aérienne de ce centre commercial.

Interliaison des différents niveaux d'accès

Les architectes ont réussi à surmonter les difficultés occasionnées par les différents niveaux de la rue, aux trois points d'entrée.

L'interliaison est telle, que le piéton percevra à peine la différence de 8 pieds qui existe entre la rue de Maisonneuve et Sainte-Catherine, et se dirigera sans fatigue aux trois nouvelles entrées de métro: de Maisonneuve, Sainte-Catherine et McGill. Au mail des boutiques, à l'édifice à bureaux et à la maison Eaton.

Contact visuel avec la rue

Dès son entrée dans le centre commercial, le client a aussitôt une idée visuelle de ce qui se passe sur plusieurs niveaux. L'orientation est tou-

jours facile, puisque de tous les angles, il y a contact visuel avec la rue.

Les nombreux espaces ouverts sont autant de fenêtres sur les activités du mail, l'édifice à bureaux et l'environnement.

La lumière naturelle pénètre amplement

Pas de corridors sombres, de tours où l'on se sent enfermé. Les arbres et les plantes s'intègrent à l'architecture et le mouvement de spirale, exploité à son meilleur, donne un cachet d'intimité aux boutiques.

D'une hauteur de trente pieds, une pelure de verre qui s'adapte aux caprices de l'architecture laisse pénétrer la lumière naturelle dans les entrées de métro, où se retrouvent arbres et plantes variées.

Le mouvement de la foule est décontracté

Le concept architectural a favorisé une circulation facile et un acheminement pratique, vers les boutiques, les bureaux et le métro: 14 escaliers

mécaniques desservent "Les Terrasses", ainsi que trois escaliers de 4-pieds entre chaque niveau. Le client aura l'impression de flotter dans toutes les directions.

La population de l'immeuble à bureaux aura à sa disposition un noyau d'ascenseurs pour la convoyer rapidement du niveau de la rue aux étages supérieurs. Au premier plancher, le client aura accès sur la terrasse, et à tous les étages. Il bénéficiera d'une vue d'ensemble de "Les Terrasses" et de son voisinage.

Les approvisionnements de cette importante zone commerciale arriveront par la rue de Maisonneuve, via une rampe d'accès, pour camions, reliée à une cour de triage intérieure, au-dessus des boutiques. De cet endroit, les marchandises seront acheminées, par des ascenseurs réservés à cet effet.

Les clients ne perdront pas pour autant leur stationnement, puisque, un garage souterrain pourra accommoder environ 600 voitures. Un noyau jumelé d'ascenseurs desservira cette clientèle aux niveaux du centre d'achat.

Un nom, une image de marque

LES TERRASSES

"Réaliser un projet de l'envergure de "les Terrasses" au goût de la population, d'une ville aussi charmante et aussi sophistiquée que Montréal; c'est un défi fort intéressant", déclare monsieur Alexander président de Rouse Québec Ltée.

Rien n'a été laissé au hasard pour s'assurer un réel succès dans la réalisation de ce centre commercial unique.

La recherche du nom et la conception d'une image de marque ont été confiées à un groupe de spécialistes: la firme Jacques Guillon Designers Inc. de Montréal.

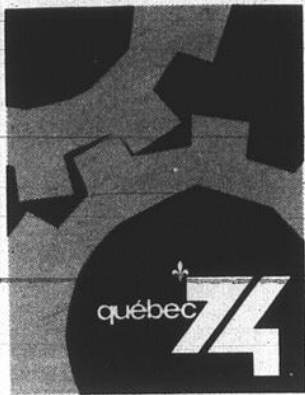
Des critères très précis de sélection s'imposaient dans le choix du nom; architecture — vocation du projet — aspect commercial — aspect géographique. Par-dessus toutes ces considérations on retenait l'idée, que Montréal occupe le rang mondial de deuxième ville francophone. Si la préoccupation du visage français et très personnel de Montréal avait guidé les architectes, dans leur conception des plans, il fallait surtout en retenir l'idée dans le choix du nom. Plusieurs orientations ont suscité l'intérêt du client et des spécialistes. Un cheminement

les a conduit vers le nom "les Terrasses" qui collait le mieux au projet et de ce fait a suscité d'eux l'unanimité.

Le sigle traduit visuellement, l'aspect architectural du projet, la conception de ses espaces verts en terrasses, et le rôle important de ses escaliers mécaniques. La souplesse de son ruban invite le client à ne pas se presser, il incite même au lèche-vitrine, à explorer les lieux, à bénéficier des espaces verts et de la lumière naturelle. C'est jeune! C'est dynamique! Dans un avenir prochain ce nom, ce sigle, deviendra un point de repaire important pour la population et le tourisme.

En plus de la reproduction en noir et blanc, pour la reproduction en couleur, on pourra utiliser: deux tons de vert — ou deux tons de bleu — ou deux tons rouge-orange. C'est en couleur que ce sigle donne vraiment son aspect d'un ruban à deux tons. Rien de monotone, une image changeante selon la lumière du jour, tout comme le projet que ce sigle représente.

Les marchands trouveront agréable son application dans leur publicité personnelle.



QUÉBEC-LAIT une force

Un bon nombre des 410 camions de la flotte de distribution de Québec-Lait Inc. parcoureront nos routes dans un périmètre de 75 milles du centre de Montréal avec les nouvelles couleurs et le sigle de cette compagnie.

Une telle flotte est l'indice d'une corporation puissante, capable de servir sa clientèle sur un vaste territoire où se concentre la majorité de la population de la province de Québec et indique, en même temps, l'entrée de Québec-Lait sous son propre nom et avec ses propres marques.

En effet, Québec-Lait — qui est le résultat d'une consolidation poussée de plusieurs entreprises importantes dans le secteur du lait nature et des crèmes glacées de la province de Québec — aura sa propre identification dans l'avenir.

Peut-être, à ce moment-ci, serait-il utile de rappeler l'origine de Québec-Lait et les raisons qui ont motivé sa création. Il y a quelques années, on s'inquiétait de la survie d'une présence québécoise dans le secteur important de l'agro-alimentation qu'est l'industrie laitière, au niveau de la consommation nature et des spécialités, tels que la crème glacée, les fromages Cottage et la grande variété des friandises congelées à base de lait.

M. Normand Toupin, ministre de l'Agriculture, à plusieurs occasions avait manifesté son désir de voir un regroupement des entreprises québécoises, afin d'obtenir une dimension assurant la survie et le progrès dans ce secteur, face à la concurrence grandissante d'entreprises multinationales.

La Coopérative de Granby qui œuvre particulièrement dans le secteur des laits industriels où elle contrôle 43% du volume, s'est intéressée au problème, d'autant plus qu'elle était probablement la seule entreprise capable d'amorcer et de réaliser un tel projet.

Le ministère de l'Agriculture entreprit, avec le

concours d'industriels laitiers, une étude en profondeur du marché de la région de Montréal dans le secteur concerné, en même temps qu'une évaluation détaillée des entreprises intéressées à participer à une consolidation propre à assurer, non seulement la survie de chacune, mais aussi la création d'une corporation dynamique, capable d'expansion tant au niveau des produits que du marché.

En décembre 1971, la Coopérative Agricole de Granby acheta les actions des laiteries Leclerc Inc., et lorsque Québec-Lait fut fondée par la suite, ces actions devinrent la contribution initiale de la CAG.

Le ministère de l'Agriculture, de son côté, suivant en cela sa politique d'aide à la consolidation des entreprises laitières, consentit un octroi de \$1,500,000 à la nouvelle corporation afin d'effacer les désuétudes résultant nécessairement de telles amalgamations.

Par la suite, en 1973, Québec-Lait a acheté le capital actions de Grenache Inc., de la Laiterie A. Poupard & Cie Ltée ainsi que les immeubles et équipement des Laiteries Mont-Royal Ltée.

Récemment, en décembre dernier, Québec-Lait acquit la division de la Crème glacée de la Cie Lowney's, filiale de Standard Brands.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce par la S.D.I. (Société de Développement Industriel) a participé à cet important regroupement en octroyant, selon les termes de sa loi, des rabattements d'intérêt sur les paiements différés dans l'achat de certaines des entreprises composantes de Québec-Lait Inc.

Au 31 octobre dernier, Québec-Lait a réalisé des ventes de \$33,500,000, à son premier exercice financier, alors que son budget prévoit pour l'année en cours dépasser les \$40,000,000.

Québec-Lait possède deux laiteries importantes, dont celle de Montréal qui produit journellement 257,000 pintes de lait et plus de 700,000 godets de crème. En fait, à cette laiterie, le lait et la crème, le lait au chocolat, les jus, etc., exigent 27 formats différents.

À Montréal, Québec-Lait possède deux usines de crème glacée et de spécialités congelées: une étant l'usine Grenache et l'autre celle de Lowney's. Ces deux usines peuvent atteindre une production de 7,000,000 de gallons de crème glacée, alors que l'usine Leclerc à Granby produit 2,000,000 de gallons.

Le marché actuel de Québec-Lait dépasse les 7,000,000 de gallons de crème glacée, ce qui représente environ 45% du volume total de la production au Québec.

Les immobilisations totales de Québec-Lait Inc. dépassent les \$11,000,000 alors que son actif atteint les \$16,000,000.

Aujourd'hui, Québec-Lait présente ses produits et ses marques nouvelles, en même temps que son sigle et ses couleurs. Les marques principales de Québec-Lait seront, dans le lait comme dans la crème glacée, QUEBON, alors que BANQUET deviendra une marque secondaire. Toutes les spécialités sur bâtons s'appelleront GLACIER.

Nous sommes fiers aussi de pouvoir vous annoncer que le mois dernier, une entente à long terme a été signée avec la Cie LAURA SECORD pour la fabrication de sa crème glacée, dont la qualité est très connue de tous les Québécois.

Québec-Lait devient dans son secteur, la plus importante entreprise au Québec et désire sa part du marché.

C'est la raison de sa présentation aujourd'hui, tant à la presse qu'à sa clientèle, espérant une bonne réception.



LE SYMBOLE DE QUÉBEC-LAIT

Un symbole tout particulièrement apprécié par les femmes et qui convient à toute une gamme de produits présentés dans des emballages nombreux identifiant Québec-Lait.

Québec-Lait a confié à CABANA SEGUIN & ASSOCIÉS INC., des

graphistes professionnels, hautement qualifiés, le soin de créer ce symbole. En tout 28 symboles furent conçus et éprouvés à différents stades.

Le choix de l'entreprise se posa sur le ruban tricolore, aux couleurs distinctives,

formant un chou laissant porter devant et derrière lui, horizontalement, le ruban qui donne l'impression de s'enrouler autour d'un emballage contenant un beau cadeau.

Les couleurs choisies: le fond blanc pour l'emballage, ce qui convient

bien à un produit alimentaire; le bleu et le rouge, mais un bleu et un rouge distinctifs, séparés par un mince trait blanc pour le ruban. Le tout ayant un caractère féminin prestigieux, en plus de se prêter avec élégance à la présentation non seu-

lement de toute la gamme de nos produits, mais aussi aux en-têtes de lettres, cartes de visite, camions, enfin à tous les emballages et à tout ce qui s'associe normalement à un produit et à sa raison sociale.

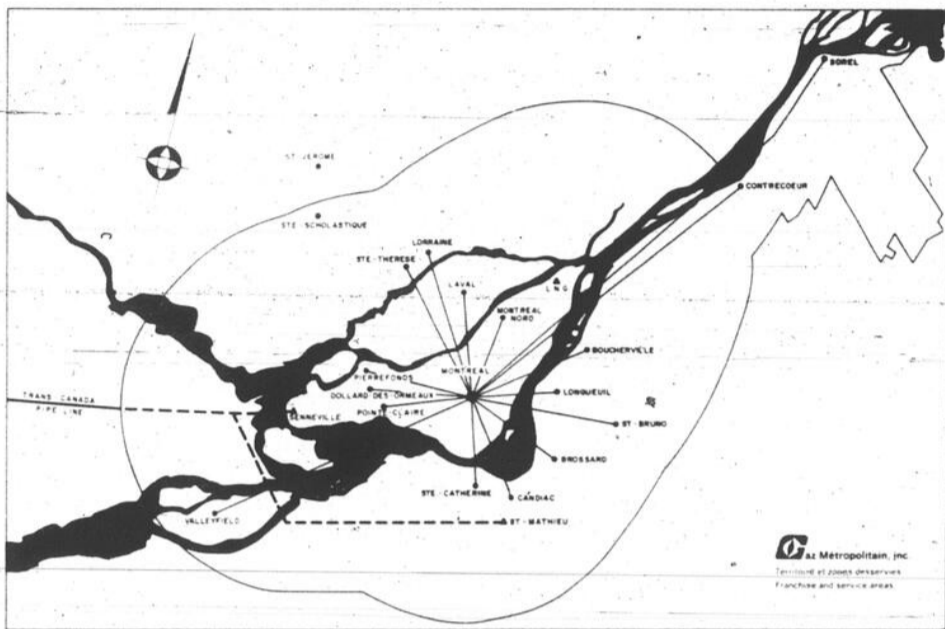
Le ruban, avec son

chou tricolore, donne un air de famille noble et invitant, à toute la gamme des produits de Québec-Lait. Toute la psychologie de la création du symbole peut se résumer dans cette formule: "Acheter ce produit, c'est s'offrir un cadeau."



Gaz Métropolitain, inc.

Renseignements corporatifs



Gaz Métropolitain, inc.

Les bénéfiques records de 1973 témoignent à la fois des avantages du gaz naturel et de l'accueil favorable qu'on réserve à cette source d'énergie dans les domaines domiciliaire, commercial et industriel. Le revenu net pour l'exercice s'est en effet élevé à \$7,573,000, une augmentation de 25% sur le chiffre de 1972, \$6,072,000.

Après déduction des dividendes sur les actions privilégiées, les bénéfiques par action ordinaire correspondaient à 66c, comparativement à 51c l'an dernier. L'amélioration soutenue des bénéfices a permis à la compagnie de verser un dividende supplémentaire de 7c le 31 décembre, ce qui a porté à 35c le dividende sur les actions ordinaires pour 1973.

Ventes et revenus du gaz

Le revenu provenant des ventes de gaz a atteint \$63,186,000, comparativement à \$54,278,000 pour 1972, soit une augmentation de 16%. Le revenu de \$63,186,000 comprend \$1,858,000 attribuable à une révision des tarifs liée à des augmentations du prix d'achat du gaz. Les ventes de gaz en service continu ont rapporté \$56,844,000, soit \$8,041,000 de plus qu'en 1972, une augmentation de 16%. En volume, les ventes de gaz en service continu se sont établies à 50,620,000 Mpc contre 44,571,000 Mpc l'année précédente, une augmentation de 14%. En dépit de l'accroissement dans les secteurs domiciliaire et commercial, il y eut peu de changement dans les ventes dans cette catégorie de clients par rapport à l'exercice précédent, parce que la température en 1973 a été de 11% plus douce que celle de 1972 et de 2% plus douce que la normale.

1973, pour atteindre 211,500 Mpc. On a enregistré, le 18 décembre 1973, un nouveau record de livraison quotidienne: 272,769 Mpc.

Afin de se procurer des quantités croissantes de gaz naturel, la compagnie a signé une lettre d'intention avec la Pan-Alberta Gas Ltd., le 4 janvier 1974, pour un approvisionnement à long terme. Cette première étape est importante en ce qu'elle contribuera à assurer des approvisionnements suffisants de gaz naturel pour satisfaire la demande croissante des marchés du Québec.

Sous réserve de certaines approbations, conditions et options, la compagnie pourra, en vertu de cette entente, acheter des quantités considérables de gaz naturel sur une période de 25 ans à compter du 1er novembre 1974.

Les premières livraisons pourront être effectuées à partir du 1er novembre 1974 si la Commission de Conservation des Ressources Énergétiques de l'Alberta permet l'exportation de ce gaz albertain et si l'Office National de l'Énergie autorise TransCanada Pipelines à construire les installations nécessaires pour en faire la livraison à Montréal.

La compagnie est convaincue que tous les organismes de surveillance en cause reconnaîtront qu'il est important que des quantités supplémentaires de gaz naturel puissent atteindre les marchés de Montréal et du Québec pour le 1er novembre 1974. Elle ne doute pas qu'ils accorderont sans retard les autorisations indispensables pour que cette énergie d'origine canadienne soit mise au service du Québec.

Approvisionnement de gaz

Pour la compagnie et le territoire qu'elle est autorisée à desservir, il est d'extrême importance de compter sur un approvisionnement suffisant de gaz naturel. Aussi la compagnie a-t-elle pris toutes les mesures possibles pour s'assurer, à court et à long terme, les quantités nécessaires. La compagnie est résolue à faire appel à toutes les sources disponibles pour satisfaire les besoins des marchés du Québec.

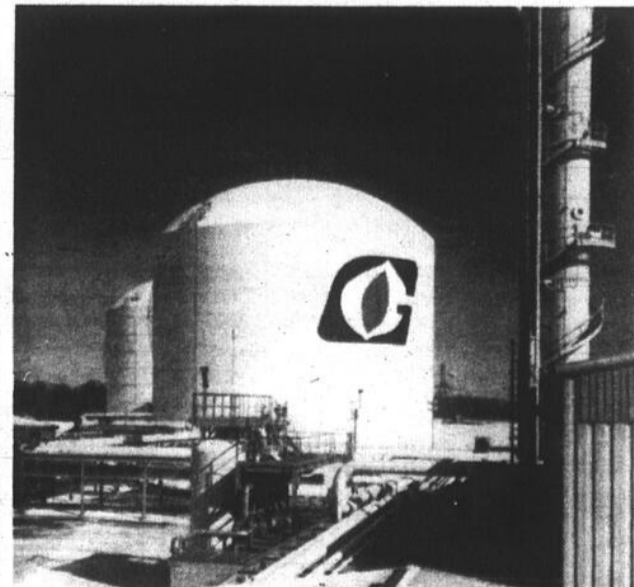
La demande contractuelle quotidienne a été augmentée de 29,500 Mpc le 1er novembre

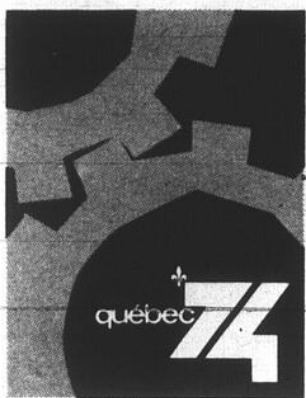
Toujours présent... mais si discrètement!

En effet, des centaines de produits sont fabriqués de nos tissus et filés... de la nappe de table à la mèche de la chandelle.



dominion textile limitée
LES ARTISANS DE LA QUALITÉ TEXMADE





Le citoyen et l'information

Le citoyen considère-t-il qu'il a accès à l'information administrative à laquelle il a droit? Est-il au courant de l'existence des services gouvernementaux mis à sa disposition pour régler plusieurs de ses problèmes?

Chaque année, des sommes d'argent et des énergies humaines sont dépensées pour faire connaître aux citoyens du Québec le contenu des nouveaux règlements, les nouvelles lois et les nouveaux services. Cette information atteint-elle vraiment le public à qui elle est destinée?

Telles sont les questions que se pose actuellement le ministère des Communications. Et pour connaître les réponses à ces questions, il a lancé une grande recherche sur la perception qu'ont les citoyens de l'information gouvernementale et des services de l'Etat.

Déjà, au niveau des sondages, les personnes interrogées ont signalé que le gouvernement devrait mieux informer les citoyens sur les différentes lois qui les touchent (non pas sur le texte de loi, mais sur son contenu), sur les services auxquels ils peuvent s'adresser ainsi que les droits dont ils peuvent se prévaloir mais qu'ils ignorent souvent. Et ils ont noté que, dans bien des cas, quand on veut une information du gouvernement, il faut aller la chercher.

Mais, par ailleurs, ils ont également dit que la majorité des gens ne s'intéressaient à l'information qui leur était disponible qu'au moment où ils en avaient besoin et que le reste du temps, ils n'y portaient pas attention.

Ainsi, entre l'abondante information disponible dans certains cas et le peu de réceptivité existante dans d'autres, il y a un fossé.

Si l'Etat a les moyens de rejoindre le citoyen, comment celui-ci peut-il faire l'inverse. Et si, grâce aux moyens de communications de masse, il est maintenant facile pour le pouvoir de s'adresser directement au grand public.

Les petites voitures Mercury vous offrent davantage.

- **Choix de modèles:** en tout, 3 séries de 8 modèles.
- **Choix de moteurs:** le plus grand choix de moteurs de petites voitures offert par un fabricant nord-américain, comprenant des moteurs de 4 ou 6 cylindres, des V6 et des V8.
- **Service:** des concessionnaires Ford et Mercury pour vous servir, presque partout en Amérique du Nord.

Si vous voulez l'avantage dans le marché des petites voitures, voyez votre concessionnaire Mercury. Il vous parlera des différents modèles de Mercury, y compris la toute nouvelle Mercury Bobcat, l'étonnante Mercury Comet et la petite Européenne irrésistible, la Capri. Toutes ont été conçues avec soin pour ménager l'essence, durer longtemps et vous en donner le plus possible pour votre argent.

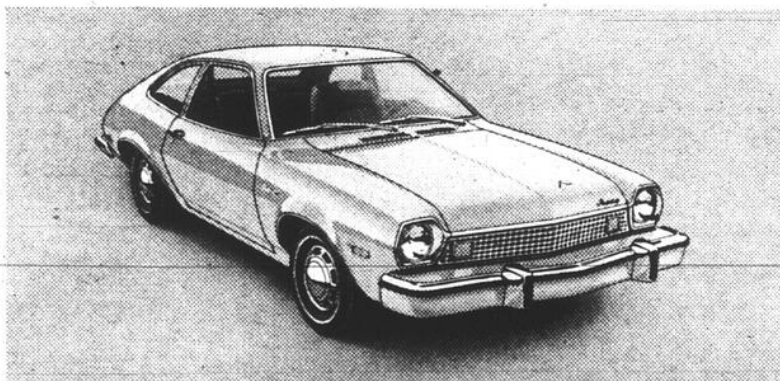
Si vous recherchez une petite voiture économique mais racée, demandez à voir la Bobcat. Elle existe en trois modèles: sedan 2 portes, Runabout à 3 portes et wagonnette pour transporter de lourdes charges. Elles sont toutes équipées d'un moteur standard 4 cylindres, 2 litres; et en option, d'un moteur 2.3 litres.

Si vous avez besoin d'une petite voiture économique, mais suffisamment grande pour toute la famille, vous choisirez la Mercury Comet. Choix de trois modèles: sedans 2 et 4 portes et le modèle GT. Choix de deux moteurs: 6 cylindres ou V8, le plus faible cylindre offert par un fabricant nord-américain.

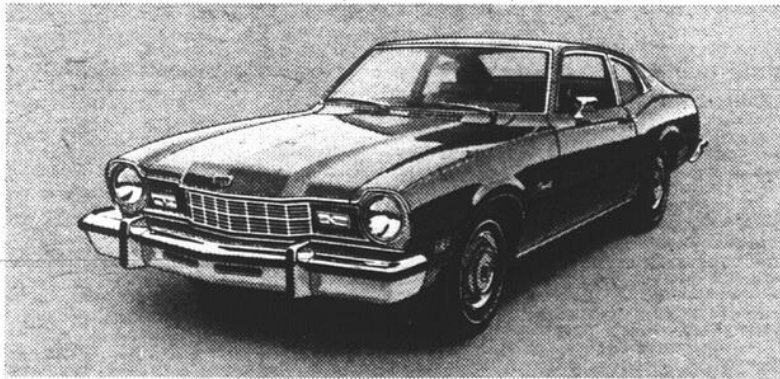
Mais si vous aimez l'aventure, vous choisirez sans hésiter la Capri. Choix de deux modèles: la Capri 2000 avec moteur 4 cylindres, 2 litres et la Capri V6 avec moteur 2.8 litres, la seule petite voiture à moteur V6 offerte par un fabricant nord-américain. Si vous ajoutez le choix des moteurs au choix des modèles, vous avez en tout 17 modèles différents de petites voitures. C'est pourquoi les petites voitures Mercury offrent davantage.

La Mercury Bobcat, la Mercury Comet et la Capri.

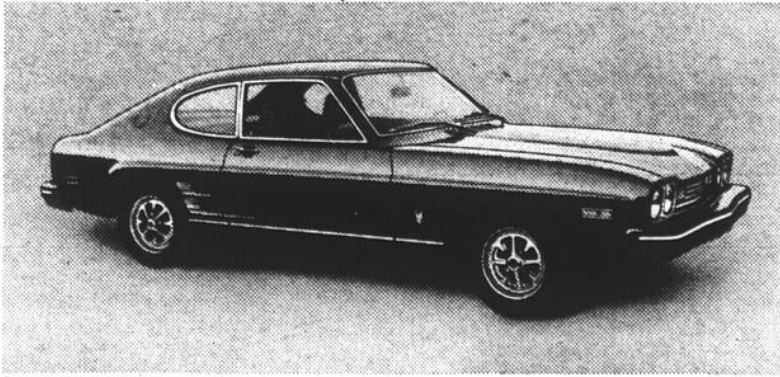
L'économie s'offre à vous sous différentes formes et différentes tailles, chez votre concessionnaire Mercury.



Le sedan 2 portes Mercury Bobcat avec l'ensemble pare-chocs de luxe, les pneus à bande blanche et les enjoliveurs de roues, en option.



Le sedan 2 portes Mercury Comet avec l'ensemble pare-chocs de luxe, les pneus à bande blanche et les enjoliveurs de roues, en option.



Le coupé sport 2 portes Capri.

La Mercury Bobcat. Un petit modèle fringant, mais peu exigeant.

La Mercury Bobcat est la plus nouvelle des petites voitures économiques de Mercury. C'est une merveille de petite voiture. Elle est spacieuse à l'intérieur et pimpante à l'extérieur. Ses sièges-baquets profilés sont épais et coussinés. Son plancher est recouvert d'un moelleux tapis en nylon bouclé. Elle est munie de freins à disques à l'avant et d'une boîte à quatre vitesses montée au plancher. La Mercury Bobcat, en plein la petite voiture que vous attendiez.

La Mercury Comet. Un modèle de luxe dans la classe des voitures économiques.

La Mercury Comet pourrait bien être la voiture économique idéale pour une famille. Elle offre un intérieur suffisamment spacieux pour qu'une famille s'y sente à l'aise, et un extérieur compact, ce qui fait qu'elle est facile à manoeuvrer et facile à stationner. Si vous voulez transformer cette petite voiture qui ménage de l'essence en petite voiture de grand luxe qui ménage aussi l'essence, vous pouvez ajouter les ensembles en option pour l'intérieur et l'extérieur. Et votre Comet deviendra luxueuse sur toute la ligne, sauf pour le prix.

La Capri. La petite Européenne irrésistible.

La Capri 2000 et la Capri V6: toutes deux munies d'instruments sportifs complets, d'une boîte à 4 vitesses, d'une direction à pignon et crémaillère, de servo-freins à disque à l'avant, de pneus radiaux ceinturés d'acier, de barres de torsion stabilisatrices à l'avant et à l'arrière, d'un dégivreur de glaces arrière et d'un système de ventilation Flow-thru. Ajoutez à tout ceci l'économie de fonctionnement, et vous comprendrez pourquoi la Capri est la voiture sport européenne la plus vendue au Canada.





NORTHERN ELECTRIC au QUÉBEC

Les quelque 9.000 hommes et femmes qu'elle emploie au siège social et dans ses divers centres de production, entrepôts, et bureaux de vente du grand Montréal font de la Compagnie Northern Electric, Limitée l'un des plus importants employeurs de la région métropolitaine. Montréal abrite en effet le siège social de la Northern Electric et de trois de ses filiales: la Cie de Distribution Northern Electric, Limitée, la Cie Internationale des Microsystèmes Limitée et la Compagnie des Industries Neyron, Ltée.

Depuis ses débuts dans un bâtiment de la rue Craig, en 1882, où elle employait 13 personnes, la Northern Electric a toujours été liée de très près à l'évolution industrielle de Montréal. Sa croissance a suivi, en quelque sorte, le rythme évolutif de la ville et de la province. Ses installations de fabrication et de service couvrent actuellement une superficie de près de 3 millions de pi. ca. dans la région métropolitaine, soit la plus forte concentration de la Northern Electric dans une même région.

La production de la Northern Electric au Québec englobe la gamme des systèmes de transmission en usage dans le monde entier: matériel hyperfréquences, équipement électronique pour satellites, équipement multiplex à courant porteur, circuits et bancs de voies pour données numériques, transmission télévisuelle et à fréquence vocale, standards et systèmes de commutation téléphonique, fils et câbles de télécommunications et de transport d'énergie de tous calibres et de tous genres; une gamme complète de ferrures pour installations extérieures notamment des bornes pour fils et câbles, des gaines d'épissures, des protecteurs, des interconnexions, des boîtiers et des systèmes de raccordement, des blocs d'alimentation de capacité diverse, des blocs de courant d'appel et de tonalité pour tous genres d'équipement, du matériel d'essai; des produits métallurgiques, des pièces moulées en plastique, ainsi que des relais et compo-

sants électroniques pour une grande variété d'applications en télécommunications.

La compagnie réalise actuellement un programme de diversification de \$11 millions qui a pour but de décentraliser les opérations du complexe sexagénaire de la rue Shearer, qui sera graduellement abandonné, pour les établir dans des usines modernes en banlieue de Montréal. En 1973, la division de l'énergie et des appareils de mesure a emménagé dans la première de ces nouvelles usines, celle de la 46e Avenue, à Lachine. Un effectif initial de 200 personnes y assure la production d'une série complète d'appareils d'alimentation et d'essai utilisés en télécommunications partout dans le monde. La superficie de ces locaux est de 51.000 pi. ca.

Deux autres usines sont en cours de construction. La première, également à Lachine, dans le parc industriel Summerlea, emploiera environ 500 personnes à la fabrication de relais et de composants électroniques, dont les blocs de circuits utilisés dans les systèmes de commutation et de transmission. Sa superficie est de 10.000 pi. ca. La deuxième usine est située en bordure de l'autoroute transcanadienne, à Saint-Laurent. Elle emploiera quelque 1.250 personnes à la production d'équipement multiplex, radio et à courant porteur, et elle aura une superficie de 750.000 pi. ca.

Un autre bâtiment de 150.000 pi. ca. que la Northern Electric a acheté à LaSalle et qui est en cours de transformation servira à la fabrication de standards et de systèmes de commutation. On y emploiera environ 600 personnes.

En annonçant ce programme de diversification, les dirigeants de la Northern Electric ont précisé que la désuétude de l'immeuble d'un million de pi. ca. répartis sur plusieurs étages de la rue Shearer paralysait le développement de nouveaux produits et procédés à cet endroit. La seule production des standards y était morcelée en onze ateliers répartis sur cinq étages différents. La moder-

nisation s'imposait pour que la compagnie puisse croître, augmenter à l'avenir l'emploi dans ses usines du Québec et se montrer plus compétitive sur les marchés internationaux.

Toujours dans le grand Montréal, la Northern Electric exploite aussi l'une des plus grandes tréfileries et câbleries du monde pour la production de fils et de câbles de télécommunications et de transport d'énergie. Il s'agit de l'usine de Lachine, en bordure de la route 2-20, qui emploie 1.650 personnes et dont la superficie excède 950.000 pi. ca. A Lachine aussi, rue Amos, une usine de 144.000 pi. ca. emploie 350 personnes à la fabrication de matériel pour installations extérieures. Quant à l'immeuble de 290.000 pi. ca., du boulevard Laurentien, à Saint-Laurent, 1.350 personnes s'y adonnent à des travaux d'installation, d'ingénierie et d'entreposage.

En attendant la cessation éventuelle de toute activité à l'usine de la rue Shearer, celle-ci continue à produire des systèmes de transmission, des composants, des produits métallurgiques, des standards téléphoniques, des éléments électroniques et des pièces moulées en plastique. L'usine Connor, également à Montréal, d'une superficie de 200.000 pi. ca., fabrique des produits métallurgiques et emploie 350 personnes. La réparation et l'entretien des postes téléphoniques et du matériel connexe s'effectuent à l'atelier de la rue Albert-Hudon, à Montréal-Nord, d'une superficie de près de 300.000 pi. ca. et où travaillent 560 employés.

A l'usine de Lucerne, en banlieue de Hull, plus de 300 personnes assurent la production d'équipement de transmission et de matériel électronique pour satellites. Cette usine a une superficie de 145.000 pi. ca.

En outre, la Northern Electric et ses filiales ont établi des bureaux de vente, des centres de distribution et des entrepôts dans plusieurs villes importantes du Québec.

BELL-NORTHERN à l'avant-garde des recherches EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

Recherches Bell-Northern, Limitée, une société affiliée de la Northern Electric, constitue le plus grand organisme de recherche et de développement industriels du Canada. Son budget annuel dépasse \$40 millions. De plus, seulement 1 p. 100 de tous les organismes de recherche nord-américains ont l'importance de Recherches Bell-Northern.

Après avoir fonctionné comme bureau d'études en télécommunications et en conception de systèmes dès le début du siècle, puis en tant que Centre de recherche de la Northern Electric depuis 1958, Recherches Bell-Northern est devenue société autonome en 1971 et est la propriété conjointe de la compagnie Northern Electric, Limitée et de Bell Canada.

Bell-Northern se voue à la recherche, la conception, le développement, la planification à long terme et l'étude des systèmes dans tous les domaines des télécommunications, ceci pour permettre entre autres aux compagnies de téléphone d'offrir aux abonnés le service optimal au coût minimal.

On trouve parmi le personnel scientifique des spécialistes de toutes disciplines: génie électrique, civil et mécanique, physique, chimie, psychologie, métallurgie et mathématiques, pour ne citer que les principales.

Parmi les 1.650 employés, on compte plus de 700 ingénieurs et hommes de science s'adonnant aux travaux les plus diversifiés depuis l'étude de la structure de la matière jusqu'à la conception de centraux téléphoniques et s'étendant aussi bien à l'analyse des besoins éventuels d'un abonné qu'à l'établissement de systèmes de communication à grande capacité pouvant desservir toute une population.

La société possède six établissements dont cinq dans la région d'Ottawa, y compris le siège social et le principal laboratoire. On y poursuit des travaux

ayant trait aux systèmes de commutation (y compris les systèmes de commutation électronique), à l'étude des systèmes, à la recherche sur les matériaux et sur les techniques, au développement d'appareillage et de matériel de transmission ainsi qu'à des études de fiabilité. Au laboratoire régional de Brampton (Bramalea), Ontario, on effectue des travaux de mise au point de systèmes de commutation électromécanique pour centraux téléphoniques.

De plus, la Northern Electric fait des travaux de recherche et de développement dans plusieurs de ses propres usines. On s'intéresse particulièrement aux domaines suivants: appareils téléphoniques, équipement et composants pour la transmission, fils et câbles, standards téléphoniques, installations extérieures et divers autres matériels de télécommunications.

Les chercheurs de Bell-Northern ont à leur disposition des installations et un matériel de recherche d'une valeur globale de \$25 millions; ils se sont distingués par des découvertes de premier ordre, notamment le microphone à électret, le téléphone Contempra dont le cadran est incorporé dans le combiné et le système de commutation électronique SP-1. Gagnant d'une mention pour ses recherches expérimentales en physique de l'état solide et ferrites, Recherches Bell-Northern est le seul organisme canadien à avoir obtenu le prix décerné chaque année par l'American Association for the Advancement of Science pour reconnaître des réalisations techniques remarquables dans le domaine de la technologie.

Les systèmes mis au point par Bell-Northern sont fabriqués par la Northern Electric pour le compte de Bell Canada et de 50 autres grandes compagnies de télécommunications du Canada et du monde entier.

NOTES BIOGRAPHIQUES CADRES SUPÉRIEURS



JOHN C. LOBB

Président et chef de la direction.

Depuis qu'il a été élu président en 1971, M. John C. Lobb dirige toutes les activités de la Compagnie Northern Electric, Limitée. Il assume également le poste de chef de la direction depuis octobre 1973.

Avant de se joindre à la Northern Electric, M. Lobb avait occupé plusieurs postes à la haute direction de certaines sociétés industrielles ou commerciales d'envergure nord-américaine ou internationale. Notamment, il fut président et chef de la direction de la Crucible Steel Company, de Pittsburgh (Pennsylvanie), et vice-président exécutif de l'International Telephone and Telegraph, de New York.



ROBERT C. SCRIVENER

Président du conseil d'administration et chef de la direction de Bell Canada et de la Compagnie Northern Electric, Limitée depuis octobre 1973.

Agé de 59 ans, il est natif de Toronto. Diplômé de l'Université de Toronto en 1937, il avait fréquenté des maisons d'enseignement dans sa ville natale ainsi qu'à Montréal. Au sortir de l'université, il est entré au service de Bell Canada où il a occupé divers postes. En 1961, il était promu vice-président de cette société. C'est en août 1968 qu'il a été élu président de Bell Canada.

Il est administrateur de plusieurs importantes sociétés canadiennes et américaines.



CHARLES G. MILLAR

Vice-président exécutif, exploitation.

M. Charles G. Millar, vice-président exécutif, exploitation, est responsable de toutes les exploitations canadiennes de la Compagnie Northern Electric, Limitée. Depuis son entrée à la Northern Electric en 1947, il a occupé des postes d'importance au sein de diverses installations de cette société. En 1972, il était nommé vice-président, commutation. C'est en octobre 1973 qu'il a été élu au poste qu'il occupe présentement. Il relève directement du président et chef de la direction.

M. Millar, 47 ans, est né à Montréal. Il est diplômé en chimie de l'université McGill et détient également un diplôme en génie mécanique.

Vite!

Nommez les trois plus gros fabricants de matériel de télécommunications en Amérique du Nord.

1. _____
2. _____
3. _____

Si vous avez omis de mentionner Northern Electric, votre réponse n'est pas exacte. Parce que Northern Electric est l'un des trois plus gros fabricants de matériel de télécommunications en Amérique du Nord. De plus, Northern Electric vient de connaître sa meilleure année en quatre-vingt-dix ans d'histoire.

En effet, nos ventes nettes pour 1973 se sont élevées à \$612,8 millions. Quant à nos bénéfices nets, en progression de 59% sur ceux de l'année précédente, ils ont atteint le chiffre record de \$32 millions.

Nous avons entrepris un programme d'expansion industrielle à l'échelle internationale. Onze implantations nouvelles ont été réalisées au Canada, aux États-Unis et à l'intérieur du Marché commun européen, représentant une surface développée additionnelle de 824 000 pieds carrés.

En moins de deux ans, Northern Telecom,

notre filiale américaine, a réalisé des ventes de \$48,1 millions. Pour raffermir notre position et assurer notre croissance future, notre budget annuel consacré à la recherche et au développement a été porté à \$32,7 millions. La moyenne annuelle des dépenses de cet ordre pour les cinq dernières années s'est établie à \$29 millions.

A son rythme actuel de croissance, l'industrie des télécommunications double tous les dix ans. La Northern Electric conçoit, réalise et fabrique du matériel de télécommunications de haute technicité qu'elle commercialise dans le monde entier. Certains de nos systèmes figurent parmi les plus perfectionnés actuellement sur le marché. Notre gamme de produits, comparativement à celles des autres entreprises multi-nationales de télécommunications, est également l'une des plus diversifiées.

Northern Electric. Un nom à retenir.



Compagnie
Northern Electric
Limitée
Montréal, Canada



MANIC 3 produira 1,176,000 kilowatts

Au mois d'avril 1970, l'Hydro-Québec a commencé la construction de la cen-

trale hydro-électrique MANIC-3, à 50 milles en amont de l'embou-

couagan. Cette centrale sera terminée en 1976. Elle comprendra un barrage

en terre de 11 millions de verges cubes, un barrage en béton de 500,000 verges cubes et une centrale souterraine d'une puissance de 1,176,000 kilowatts.

Une fois terminé, ce projet aura coûté près de \$340 millions et aura employé 2,500 hommes au plus fort des travaux.

MANIC 3 fera partie de l'ensemble hydro-électrique des rivières Manicouagan et aux Outardes dont la puissance totale sera de 5,500,000 kilowatts. Cet ensemble sera unique au monde.



FAITS SAILLANTS DE NOTRE ÉCONOMIE

DETAILS	En 1973	PERSPECTIVES 1974
Produit national brut	\$29 milliards	\$30 milliards
Revenu personnel	\$23 milliards	\$24 milliards
Investissements totaux	\$7 milliards	\$9 milliards
Expéditions manufacturières	\$17 milliards	\$19 milliards
Ventes au détail	\$9 milliards et demi	\$10 milliards
Population active	2,540,000	2,700,000

L'année 1973 a été l'une des meilleures que le Québec ait connues du côté de la production, des revenus et de l'emploi. Si certaines conditions s'améliorent, et il est permis de l'espérer, l'économie québécoise connaîtrait en 1974 un taux réel de croissance de près de 6 pour cent.

**UN
PLACEMENT
SÛR
75,000
QUÉBÉCOIS LE SAVENT**



**BÂTIR
CHEZ NOUS
PAR NOUS.
RÉGIONALISER
L'ÉPARGNE**

**42
CAISSES
42
RÉGIONS**

* ALMA
* JONQ. - ARVIDA
* KÉNOGAMI
* K.R.T.
* MANICOUAGAN
* SHERBROOKE
* CHICOUTIMI
* CAP-DE-LA-MADELEINE
* RIMOUSKI
* DOLBEAU - MISTASSINI
* SHAWINIGAN
* TROIS-RIVIÈRES
* GRAND'MÈRE
* BOIS-FRANCS
* PORTNEUF

* RICHELIEU
* DRUMMOND
* DORCHESTER
* SEPT-ÎLES
* CHIBOUGAMAU -
* CHAPAIS
* MONTMAGNY
* STE-FOY
* CHAUVEAU
* FRONTENAC
* LAVAL
* ROBERVAL - ST-FÉLICIEN
* MÂTANE
* LA TUQUE
* ST-JEAN & IBERVILLE

* RICHMOND - JOHNSON
* GRANBY
* SURIMONT
* DORCHESTER
* ROUVILLE
* AMIANTE
* NAPIERVILLE - LAPRAIRIE
* CHARLEVOIX
* LA BAIE
* NICOLET
* ASSOMPTION
* BERTHIER
* TÉMISCAMINGUE
* VAL D'OR
* AMOS

Les caisses comptent 75,818 membres pour un capital souscrit de \$204,841,894 et un actif de \$144,181,788

**Chez VOUS par VOUS...
L'entraide BÂTIT!**

**FÉDÉRATION DES CAISSES D'ENTRAIDE
ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC**



Le Québec a des ailes

La Côte Nord! Wabush, Sept-Iles, Schefferville . . . La Baie James! Le Québec a des ailes. Et dans tout le Québec en chantier, Quebecair y est pour quelque chose. Avec 700 employés et trois filiales (bientôt quatre), Quebecair fait la liaison entre la plupart des métropoles du Québec. C'est la ligne de ceux qui travaillent et vivent au Québec dans toute son étendue. La principale destination de Quebecair . . . c'est le développement du Québec. C'est normal: Quebecair est la compagnie aérienne québécoise.

**Le Québec est grand . . .
ça prend des ailes pour le voir.**



QUEBECAIR



Protection contre les ventes pyramidales

Nombreux amendements apportés à la loi des consommateurs

Deux importantes questions préoccupent actuellement le ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives, le ministère communément appelé "des consommateurs". Ce sont l'aspect des ventes pyramidales, dont on parle beaucoup à cause de l'affaire de Holiday Magic et des frais "surprise" encourus, tout particulièrement dans la région de Montréal, par les acheteurs de nouvelles maisons.

Au cours d'une récente entrevue qu'il accordait à DIMANCHE-MATIN, à ses bureaux de Québec, le ministre, M. William Tetley, nous a annoncé qu'il apporterait un important amendement à la loi 45 régissant les consommateurs. A l'heure actuelle, le deuxième paragraphe de l'article 75 se lit comme suit: "Est nul tout contrat communément connu comme vente par référence, à paliers multiples, à système pyramidal, par réactions en chaîne ou autre monde similaire de vente".

"C'est cet article que nous amenderons, de nous dire M. Tetley, surtout à la lumière de ce qui s'est passé depuis quelques mois au Québec avec l'affaire de Holiday Magic. Il faudra que notre loi soit plus forte que le Code criminel actuel, en vue d'assurer le maximum de protection aux consommateurs québécois".

La loi de la protection du consommateur englobe plusieurs sections dont voici les principales:

- Prêt d'argent
- Contrat accordant un crédit variable
- Contrat assorti d'un crédit accessoire
- Vente à tempérament

Le ministère multiplie ses activités pour mettre



M. William Tetley

le consommateur en garde contre toute tentative de l'induire en erreur. Il publie depuis quelque temps des brochures, fort simples, très bien rédigées que tous les consommateurs peuvent se procurer aisément aux divers bureaux du gouvernement provincial dans les grands centres de la province.

Le ministre vient de prendre connaissance d'un volumineux rapport que lui ont remis ses conseillers concernant les problèmes de la construction dans la région de Montréal. Plusieurs nouveaux acheteurs ont éprouvé des difficultés de toutes sortes avec les constructeurs de leurs maisons, dont la principale a touché le prix véritable de la maison.

Depuis quelques semaines, le ministère a reçu des centaines de plaintes, venant surtout de la région de Montréal, d'acheteurs qui ont constaté que le prix d'achat pouvait varier de 20 à 30 pour cent entre la signature du contrat et la livraison de la maison terminée. De plus, des associations de locataires, surtout dans de récents développements domiciliaires, se sont également plaintes au ministre.

Tout récemment, le ministre a rencontré à Montréal les dirigeants de l'Association des Constructeurs de logis de la métropole à qui il a fait part des plaintes reçues. Nous étudions actuellement un genre de réglementation en vertu duquel tout constructeur sera probablement obligé d'obtenir un permis du gouvernement avant de construire toute nouvelle maison.

Confection d'une carte géomorphologique

Pour la première fois au Québec, l'O.P.D.Q. entreprendra au cours de l'été la confection d'une carte géomorphologique avec légende standardisée.

Il s'agit d'un projet pilote qui sera réalisé dans le cadre de la préparation du schéma d'aménagement de

l'Outaouais. Il comprendra la cartographie géomorphologique des vallées de la Gatineau et de la Lièvre.

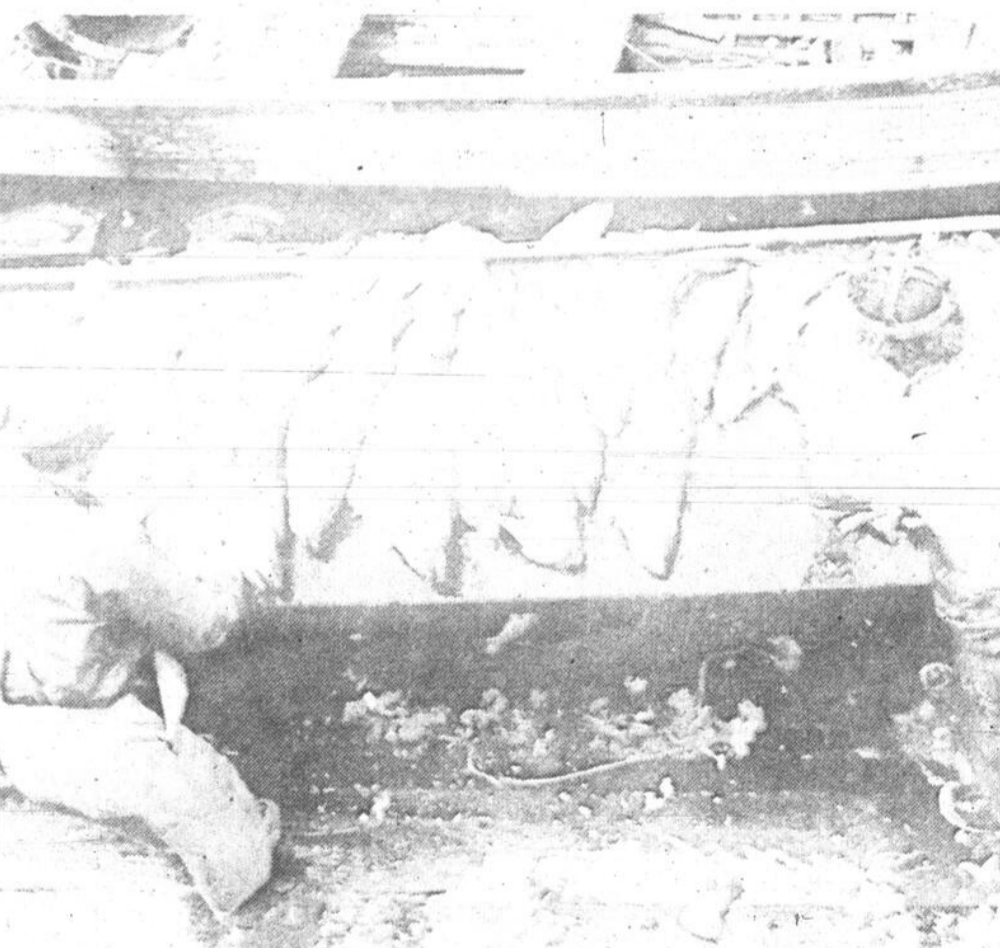
Le projet est d'autant plus intéressant que c'est la première fois au Québec que ce genre d'étude est systématiquement effectué et envisagé pour

couvrir éventuellement tout le Québec habité et accessible.

La carte géomorphologique a comme fonctions de décrire, de classifier et de localiser les formes de terrain; d'évaluer les dimensions des formes; d'investir sur l'origine des for-

més et leur évolution dans le temps; et d'expliquer le sens et la rapidité des modifications actuelles de la surface terrestre.

Plusieurs ministères et organismes sont intéressés par ces renseignements qu'on peut retrouver sur une telle carte. Elle est



Cours d'initiation à l'expansion industrielle

Afin d'intéresser le plus grand nombre de Québécois à la promotion industrielle, le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec a confié à la direction des bureaux régionaux la tâche d'organiser des cours d'initiation à l'expansion industrielle et de tenir des séminaires et des séances d'information.

Cours d'initiation à l'expansion industrielle

Organisés avec la collaboration du ministère fédéral de l'Expansion économique régionale, ces cours sont destinés à sensibiliser les collectivités locales et régionales à la promotion industrielle. Leur durée est de 25 heures, répar-

ties sur trois jours consécutifs. Les sujets traités sont les suivants:

1. données économiques relatives au développement industriel du Québec;
2. organisation du développement industriel;
3. financement de l'entreprise;
4. catégories d'industries et présélection industrielle;
5. élaboration de profil communautaire;
6. mise en valeur de la collectivité;
7. terrains, parcs et bâtiments industriels;
8. promotion interne;
9. promotion et prospection industrielle.

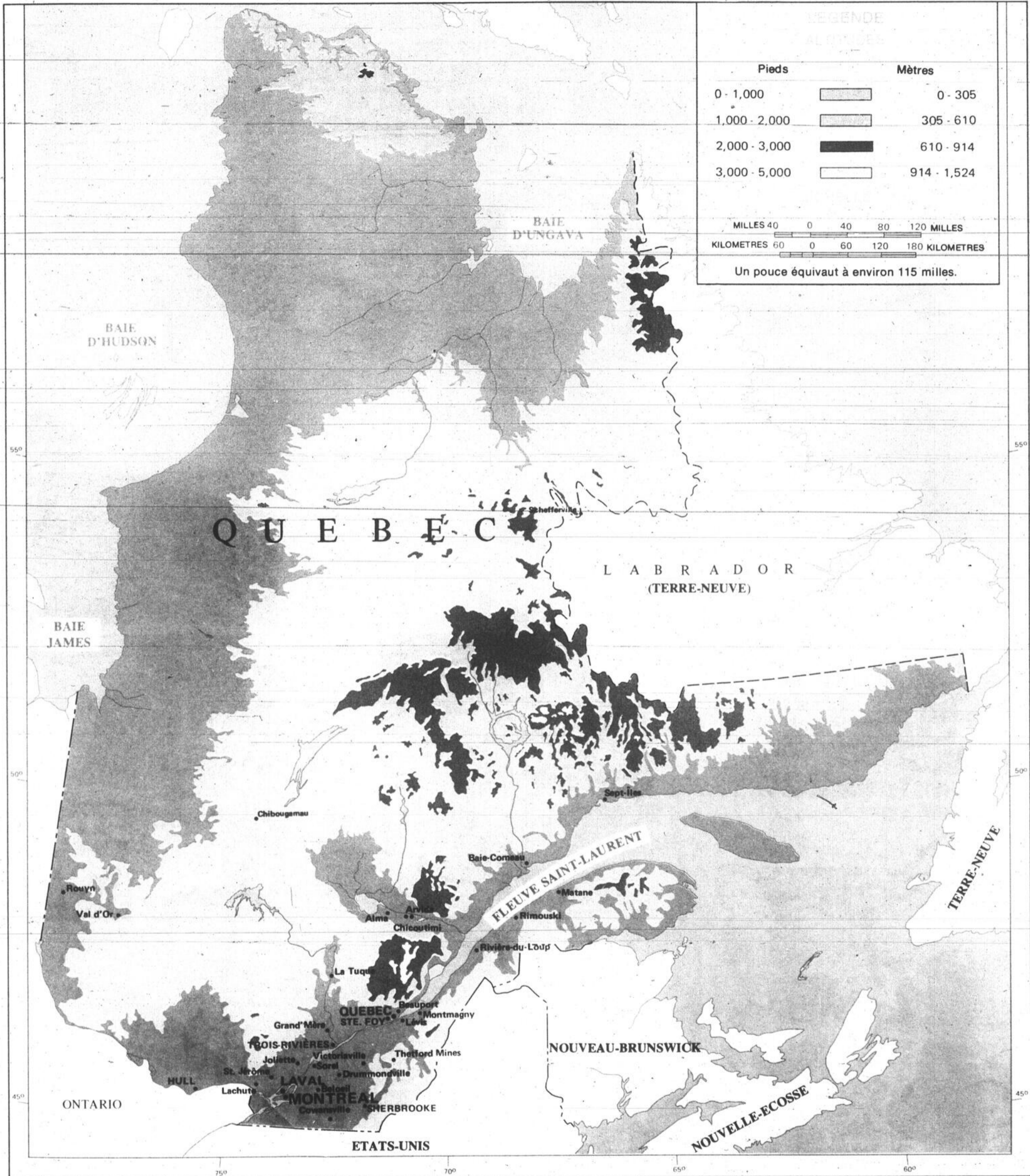
Ces cours sont donnés par des spécialistes du

développement industriel. Au terme de chaque cours, les participants reçoivent un diplôme du ministère de l'Éducation portant le sceau du ministère de l'Industrie et du Commerce.

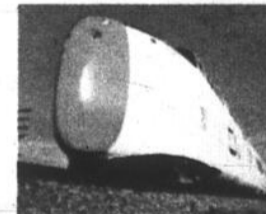
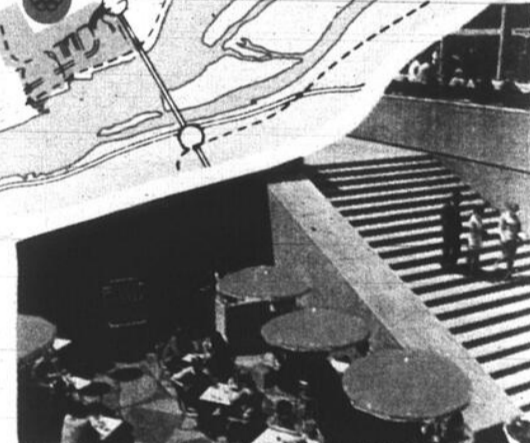
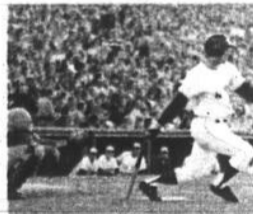
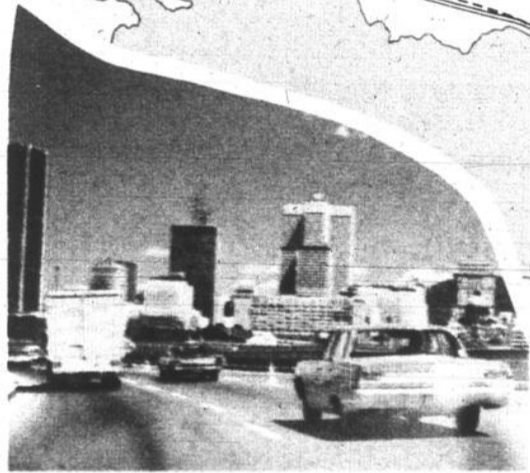
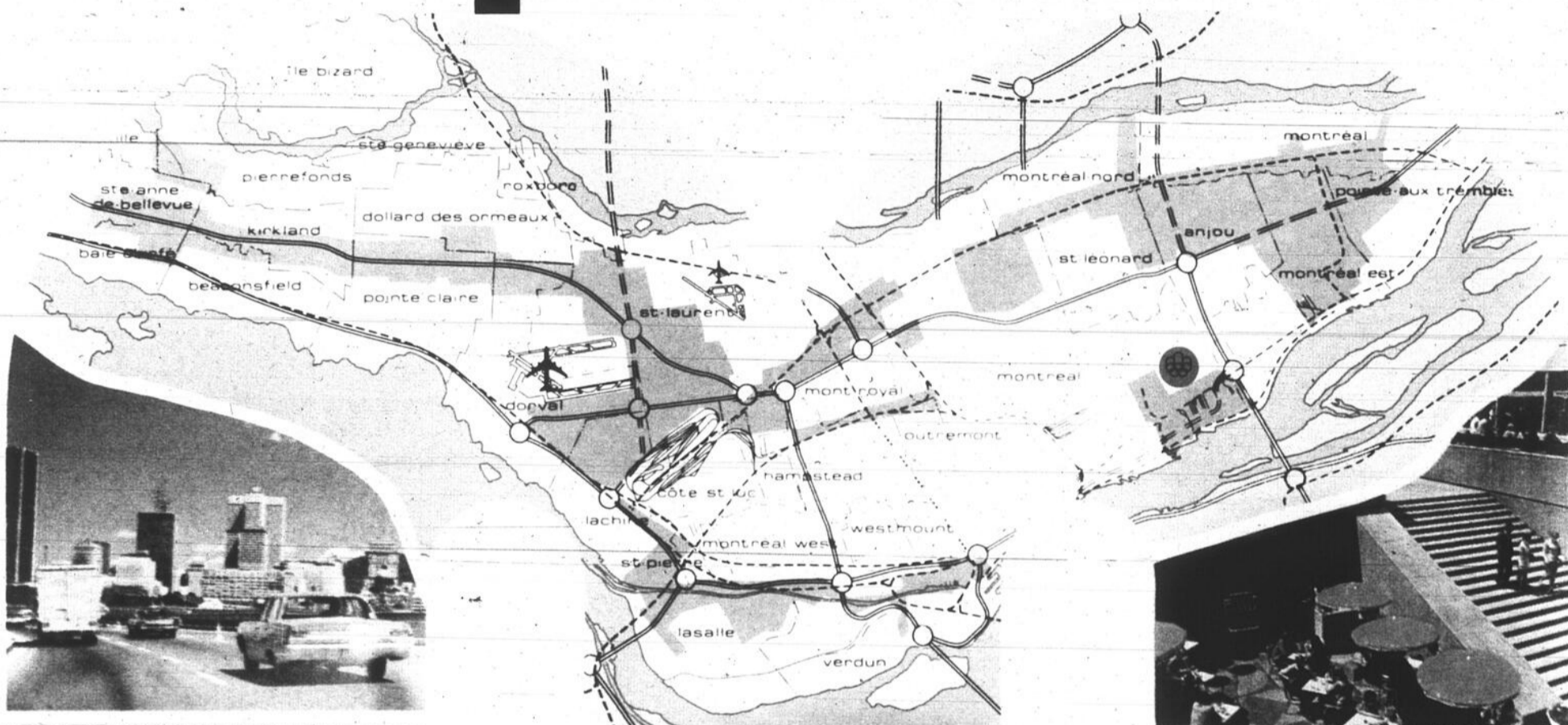
Séminaires d'initiation à l'expansion industrielle

Les programmes de ces séminaires varient en fonction des besoins des participants. Visant les mêmes objectifs globaux que le cours d'initiation à l'expansion industrielle, ils ont de plus pour but d'éclairer les participants sur des problèmes de développement industriel qui sont propres à leur municipalité ou à leur région.

Le Territoire



Montréal fera votre affaire... parfaitement!



Zones industrielles

Pour plus de renseignements,
écrivez ou téléphonez à la

Communauté urbaine de Montréal

Office d'expansion économique,
800 Carré Victoria, Tour de La Bourse, suite 3904, Montréal, Canada H4Z 1A8
Téléphone: (514) 872-6996, Télex: Comurbaine Mtl., 05-27128

Manufactures	5,100
Main-d'oeuvre	1,100,000
Population	2,750,000
Investissements (\$)	580,000,000
(secteur manufacturier)	
Terrains industriels disponibles (pi. ca.)	500,000,000
Permis de construire (\$)	600,000,000
Ventes au détail (\$)	4,600,000,000
Expéditions (\$)	7,500,000,000
Pouvoir d'achat (\$)	8,000,000,000